informelle
une référence en droit familial

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020-2021

Personne n'est dans le même bateau,
mais nous traversons la même tempête.

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION

Mot de la présidente 4
Mot de la directrice générale 5

2 MISSION ET VALEURS

Mission 6
Valeurs 7
La justice 7
L'autonomie 7
La rigueur 7
La solidarité 7

3 ORGANIGRAMME

Conseil d'administration 8
Équipe de travail 8
Les médiatrices 8
Les bénévoles 8
Les professionnel-le-s et formateurs/formatrices 8
Les stagiaires et les étudiantes d'été 9
Soutien technique 9
Entretien et conciergerie 9
Comptabilité 9

4 RETOUR SUR LES PRIORITÉS ET LE PLAN D'ACTION 2020-2021

Faits saillants du plan d'action 2020-2021 10
Suivi des priorités 2020-2021 11

5 VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

Vie associative 12
Bulletin de liaison 12
Comités 13
Activités 14
Vie démocratique 17
Conseil d'administration 17
Principales réalisations de l'année 18
Assemblée générale annuelle 18

6 ENGAGEMENT DANS LE MILIEU

Représentations, mobilisations, actions, appuis 20
Quelques exemples 20
Contribution des membres de la communauté 24
Mobilisation citoyenne 24
Partage d'info., référencement et promotion 24
Contribution des partenaires dans le milieu et collaborations 24
Concertations et implications 26

7 INFORMATION JURIDIQUE ET SENSIBILISATION

Importance de l'éducation populaire autonome 28
Services et outils 28
Ligne d'information juridique 28
Fichier juridique 29
Chroniques et dossiers juridiques 30
Bulletin de liaison 30
Capsules vidéo 31
Site Internet, infolettre, réseaux sociaux 31
Activités d'information et d'échanges 32
Sessions d'information juridique 32
Cafés-rencontres 33
Rencontres des bénévoles 33
Ateliers du secondaire 34
Événements : Journée internationale des droits des femmes et mois de la Justice 34
Formations et démarches d'apprentissage 35
Stagiaires et étudiantes d'été 35
Introduction en droit de la famille 35
Autodivorce 36
Formation du personnel 36

8 MÉDIATION FAMILIALE

Inscriptions 37
Journée québécoise de la médiation familiale et campagne de médiation familiale 38
Comité médiation familiale 38

9 VIOLENCE CONJUGALE

Dossiers juridiques et chroniques 39
Ligne d'information juridique 39
Fichier juridique 39
Formation d'intervenantes 40
Rencontres de médiation familiale 40
Collaborations et appuis 40
Références 40

10 COMMUNICATION ET PROMOTION

Carton professionnel 41
Dépliant multilingue du droit familial 41
Dépliant de médiation 41
Entrevue 41
Communiqués 42
Grille d'activités 42
Capsules vidéo 42
Infolettre 43
Site Internet et réseaux sociaux 43

11 RESSOURCES FINANCIÈRES

Subventions et soutien financier 44
Merci aux gouvernements 44
Merci aux élu-e-s de la Montérégie 44
Dons 44
Campagne annuelle de dons 44
Dons corporatifs 44
Autofinancement 45
Cotisation des membres 45
Banque de références et dépliant 45
Fichier juridique 45
Revenus de médiation familiale 45
Atelier Autodivorce 45

12 PRIORITÉS 2020-2021 46

13 HISTORIQUE 47

14 LISTE D'ACCRONYMES 49

informelle
une référence en droit familial

Ligne d'information juridique :
450 443-8221 / 1 877 443-8221

droitpourelle@informelle.osbl.ca
www.informelle.osbl.ca

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

3757, rue Mackay, Saint-Hubert, Qc, J4T 2P6
Secrétariat : 450 443-3442 poste 221
Télécopieur : 450 443-2992

1.INTRODUCTION

Mot de la présidente

Bonjour,

Quelle fierté de faire partie de cette belle équipe qu'est notre organisme! Encore cette année, bien que les défis aient été en surnombre et particulièrement ardus, Inform'elle a pu compter sur ses membres, bénévoles et partenaires afin que cette année soient une réussite. En effet, malgré les épreuves, l'organisme a continué d'aider les femmes et citoyennes en répondant à leur demande en matière de droit familial et ainsi, remplir sa mission efficacement.

Je me suis impliquée dans l'équipe parce que je crois aux bienfaits qu'Inform'elle apporte à la communauté et sa nécessité. La pandémie a exacerbé les inégalités vécues par les femmes et fait exploser le besoin du maintien de la présence du milieu communautaire auprès des femmes. La prochaine année ne sera pas de tout repos, mais Inform'elle est prête à continuer d'accomplir de grandes choses. Espérons que les prochains mois permettront de se rencontrer à nouveau et d'échanger en présence.

Je tiens à remercier encore une fois cette année les bénévoles qui ont été au rendez-vous notamment lorsque nous avons pu reprendre du service à la ligne téléphonique, malgré les adaptations nécessaires. Un gros merci aussi à mes collègues du conseil d'administration, nous formons une belle équipe.

Je tiens aussi à souligner le travail exceptionnel de notre directrice générale et son équipe, qui travaillent avec acharnement et détermination d'année en année, mais particulièrement celle-ci. Je peux me permettre de parler en mon nom et celui des membres du conseil, afin de vous réitérer notre confiance et notre soutien.

Inform'elle peut maintenant se vanter de remplir les missions qu'elle s'était fixées il y a plus de 40 ans et ce, même en temps de pandémie !

Au plaisir de se voir prochainement.

Sandra Laliberté, présidente

Mot de la directrice générale

Bonjour,

Nous avons souvent entendu dans la dernière année que nous traversions tous la même tempête. Auparavant, il était possible d'utiliser l'expression « On est tous dans le même bateau », mais nous nous sommes vite rendu compte dès le début de la pandémie que nous avions des bateaux très différents, allant de la petite chaloupe au voilier, jusqu'au gros bateau de croisière. En fait, personne n'avait les mêmes outils et ressources pour naviguer dans cette tempête.

Parlant de ressources, Inform'elle a été un réel phare pour beaucoup de gens dans cette période de crise et d'incertitudes. Nous avons réussi à soutenir de nombreuses femmes et des membres de leur famille et nous les avons guidés dans ce brouillard. Dès le premier confinement, il a été possible de constater que les femmes ont été plus durement touchées par la pandémie. Et ces derniers mois, nous avons vu s'ajouter les nombreux féminicides qui ont fait rage, augmentant notre indignation devant toutes les injustices vécues par les femmes. Nous continuerons donc de nous mobiliser et de lutter contre cette violence et contre les inégalités sociales.

Tandis que nous soutenions la population, nous nous trouvions nous mêmes sur un bateau qu'il fallait diriger. Que ce soit le conseil d'administration, les bénévoles, les médiatrices, les professionnel.le.s ou les membres de l'équipe, il a fallu comme tant d'autres s'adapter, faire face à de nouveaux défis et développer de nouvelles pratiques, cela augmentant la charge de travail de chacune. Nous avons retroussé nos manches et nous avons ramé de concert afin de continuer à aller dans la bonne direction même si nous étions entourées de brume. Nous pouvons dire que le bateau d'Inform'elle a été solide, avec un équipage engagé et fidèle qui avait le même objectif commun dans ses longues vues.

L'organisme a fait front à la vague, à toutes les vagues en fait, alors que chaque personne vivait en plus ses propres défis personnels et familiaux. Et tout cela a été effectué à distance, en télétravail, la grande majorité du temps. Malgré cela, tout le monde a continué de s'engager virtuellement, entretenant notre belle vie associative et démocratique. Notre solidarité est d'une puissance inouïe et elle traverse même les écrans!

À présent, nous commençons à sentir un peu le calme après la tempête. Cependant, bien que nous ayons hâte que la mer redevienne plus paisible, nous savons que les effets de la pandémie continueront à se faire sentir dans les prochaines années. Alors nous tiendrons fort notre gouvernail, nous ajusterons nos voiles et nous demeurerons unies et mobilisées pour faire face au vent.

Je terminerai en disant que je suis fière de nous, et en disant merci. Ça aura pris la force de chacun et chacune pour que cette année soit un succès, et j'en suis sincèrement reconnaissante. Une mention d'honneur toute spéciale à mon équipe; à mes collègues en or qui ont travaillé très fort cette année.

Martine Laprade

2. MISSION ET VALEURS

Mission

L'organisme est né de l'engagement de cinq citoyennes qui avaient identifié le besoin criant des femmes de connaître et de comprendre les lois qui régissent le droit de la famille. Depuis 1978, Inform'elle poursuit la même mission, soit **l'accessibilité** et la **vulgarisation du langage juridique en droit de la famille** dans le but d'améliorer les conditions de vie des femmes et de leur famille. L'organisme a comme objectif d'informer la population sur ses droits, devoirs et responsabilités afin que chaque personne puisse prendre des décisions justes et éclairées respectant les besoins de tous les membres de la famille. Une personne informée est mieux protégée et donc moins vulnérable devant une nouvelle situation familiale bouleversante.

Pour bien remplir sa mission et atteindre ses objectifs, Inform'elle s'est développée au fil des ans en offrant des services et activités adaptés aux nouvelles réalités sociales et familiales. L'organisme offre une ligne d'information juridique et un service de médiation familiale en plus d'autres services et activités touchant le droit de la famille. Inform'elle sensibilise aussi la population dans divers contextes et produit des outils d'éducation populaire tout en diffusant l'information par l'entremise de son site Internet, ses réseaux sociaux, son infolettre mensuelle, ses bulletins de liaison et son *Fichier juridique*. L'organisme a un mandat régional couvrant la Montérégie et ses services s'adressent à toute la population. Les bureaux sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

En tant qu'organisme de bienfaisance et d'action communautaire autonome, l'organisme vise le **bien-être** de la communauté en misant sur des pratiques citoyennes qui favorisent le **développement social** et la **transformation sociale** et qui vise **une plus grande justice sociale**. L'organisme demeure toujours à l'écoute des besoins des membres et de la communauté.

Inform'elle prône un engagement social volontaire :

- pour sensibiliser les femmes et leur famille sur leurs droits et obligations en vulgarisant l'information juridique en droit familial;
- pour promouvoir l'autonomie des femmes et favoriser leur solidarité;
- pour outiller la communauté afin d'améliorer la qualité de vie des personnes.

Valeurs

Les valeurs qui soutiennent les actions d'Inform'elle sont le cœur même de notre mission :

La justice

Inform'elle accorde de l'importance aux actions qui préconisent une société d'où est bannie toute forme de discrimination et dont les membres jouissent pleinement d'un ensemble de droits fondamentaux afin de permettre à tous, à capacités égales, un même accès aux ressources et à la richesse. La justice sociale chez Inform'elle, c'est l'accès pour tous à une information juridique impartiale.

Notre engagement respecte chaque personne avec qui nous interagissons et accueille les différences. Toute personne est la bienvenue à l'organisme et est reçue généreusement sans aucune discrimination ni aucun jugement. Chacune devrait avoir le droit à un **meilleur accès la justice**. Cela s'inscrit dans notre volonté de **lutter contre les inégalités sociales**. Nous sommes sensibilisées aux réalités et aux préoccupations des personnes dans notre communauté. Nous analysons les enjeux de société et d'actualité avec nos membres et les partenaires du milieu et nous y jetons un regard critique dans le but de défendre les droits des femmes et dénoncer les injustices. Une analyse se fait régulièrement afin d'adapter notre offre de services et d'activités pour mieux répondre aux besoins.

L'autonomie

Inform'elle croit au potentiel de développement et de prise en charge des personnes par elles-mêmes. L'organisme encourage et valorise la mise en œuvre d'activités propres à soutenir les prises de décisions autonomes et éclairées lors de démarches juridiques.

L'action sociale d'Inform'elle vise **l'autonomie des femmes** de même que **l'égalité des sexes**. Nous savons que l'une des principales causes de l'appauvrissement des femmes est le manque d'information sur leurs droits et obligations, la méconnaissance des lois et des processus judiciaires et le souci d'acheter la paix. Chez Inform'elle, nous aidons les femmes et les membres de leur famille à se faire confiance, à se prendre en charge, à amorcer une réflexion critique, à prendre position et à développer le réflexe de se renseigner et de s'outiller pour se protéger. Il importe de travailler sur les causes des problématiques familiales décelées et ne pas se limiter seulement à transmettre de l'information. C'est pourquoi nous multiplions nos efforts de sensibilisation de façon individuelle et collective : pour soutenir et informer les personnes afin d'éviter qu'elles se retrouvent dans des situations vulnérables et précaires.

La rigueur

Inform'elle prône un souci constant d'exactitude, de clarté et de neutralité de l'information transmise. Le souci du travail bien fait se reflète dans l'écoute et le respect des demandes des personnes qui font appel à ses services.

En plus d'être reconnu par le milieu, les témoignages de la population indiquent que l'information et les services sont offerts de façon professionnelle et sont de grande qualité tandis que les renseignements donnés sont clairs et très utiles. Inform'elle s'actualise et se renouvelle sans cesse afin de s'ajuster à l'évolution des lois et aux besoins de la société actuelle. Malgré les avancements technologiques qui font miroiter une plus grande accessibilité à l'information, les gens ont besoin de parler à une **personne neutre et impartiale** qui leur expliquera les lois et les démarches de façon **claire et simple**, mais surtout qui les mettra en confiance pour prendre leurs propres **décisions libres et éclairées**. Notre service d'information est confidentiel et offert gratuitement, avec beaucoup d'empathie.

La solidarité

Inform'elle croit à la solidarité qui se manifeste par l'interdépendance qui comprend une responsabilité mutuelle d'assistance et d'entraide réciproques entre les membres d'un groupe. Inform'elle prend part dans des actions collectives pour le mieux-être des personnes et des communautés.

L'organisme accorde une grande importance à sa vie associative et démocratique. Inform'elle se présente toujours comme une grande famille solidaire où chaque membre a du pouvoir et de l'importance. L'organisme travaille aussi en **collégialité** dans une **perspective d'approche globale** avec des partenaires de différents horizons et des groupes communautaires œuvrant en santé et services sociaux et en défense collective des droits. Nous soutenons régulièrement des actions, nous participons à des mobilisations et nous appuyons des revendications et des campagnes qui visent l'amélioration des conditions de vie des citoyennes et citoyens. Nous assistons aussi à des conférences, des activités et des journées de réflexion. L'équipe fait diverses **représentations extérieures** et participe à des rencontres dans des organismes, des regroupements et des concertations siégeant dans des comités et des conseils d'administration.

3. ORGANIGRAMME

Conseil d'administration

Il se compose de sept femmes qui se dévouent bénévolement et généreusement pour contribuer au bon fonctionnement et au rayonnement de l'organisme. Ces femmes incroyables sont : **Sandra Laliberté** (présidente), **Paulette Boucher** (vice-présidente), **Christiane Levêque** (trésorière), **Maude Joyal-Legault** (secrétaire), **Lise d'Amours** (administratrice), **Denise Lizotte** (administratrice) et **Johanne Charron** (administratrice).

Equipe de travail

Inform'elle c'est avant tout une équipe soudée et dynamique. Elle se compose de **Martine Laprade** (directrice générale), **Sylvie Yelle** (adjointe administrative), **Lili Beka** (notaire-médiatrice) et de **Florence Fouquet** (responsable des communications et du développement).

Bénévoles

Étudiantes, professionnelles ou retraitées, sans elles, Inform'elle n'existerait pas. Merci à **Denise Lizotte**, **Hélène Fillion**, **Claire Côté**, **Aline Marier**, **Diane Gauthier**, **Danielle Thériault-Lindquist**, **Christiane Levêque**, **Odette Courchesne**, **Charlotte Roberge**, **Johanne Charron** et **Leila Zouali** pour tout le temps que vous avez consacré à Inform'elle,

Professionnel-le-s et Formateurs/formatrices

Cette année, Inform'elle comptait 14 professionnel-le-s et formateurs/formatrices dans ses rangs **:**
Manon Béliveau, **Sylvain Choinière**, **Fleurette Brunet**, **François Bourdon**, **Marcia Vieira**, **Fanny Durocher**, **Lydie Magalie Stiverne**, **Michèle Fournier**, **Chantal Brunet** et **Andréanne Martel.**

Médiatrices

Inform'elle est heureuse de pouvoir compter sur une équipe multidisciplinaire de médiatrices familiales accréditées. Toujours soucieuses de conserver une parfaite neutralité et dotées d'une écoute hors pair, elles effectuent des tâches aussi diverses que : faire de la recherche, effectuer des calculs de pension alimentaire, rédiger le résumé des ententes. Cette efficace équipe se compose de : **Michèle Fournier** (avocate), **Fanny Durocher** (notaire), **Clarisse N'Kaa** (avocate), **Lirieth Saez** (psychoéducatrice) et **Lili Beka** (notaire).

Statistiques (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	2020-2021
Nombre de membres	47
Équipe de travail	4
Nombre de bénévoles	22
Nombre d'heures de bénévolat	2 500
Nombre de médiatrices	5
Nombre de professionnels	10
Nombre de stagiaires	4
Nombre d'étudiantes d'été	2
Nombre de personnes sur le CA	7
Nombre de rencontres du CA	11

Etudiantes d'été et stagiaires

Les étudiantes d'été étaient : Gabrielle Ghaly et Olivia Sormany.

Les trois stagiaires en droit de l'Université de Montréal étaient : Catherine Marquis, Rhita Harim, Mariame Touré, Marie de Santis.

Merci à vous pour votre précieuse aide.

Soutien technique

Le technicien informatique est Martin Lafond et la graphiste est Nathalie Papillon.

Entretien et conciergerie

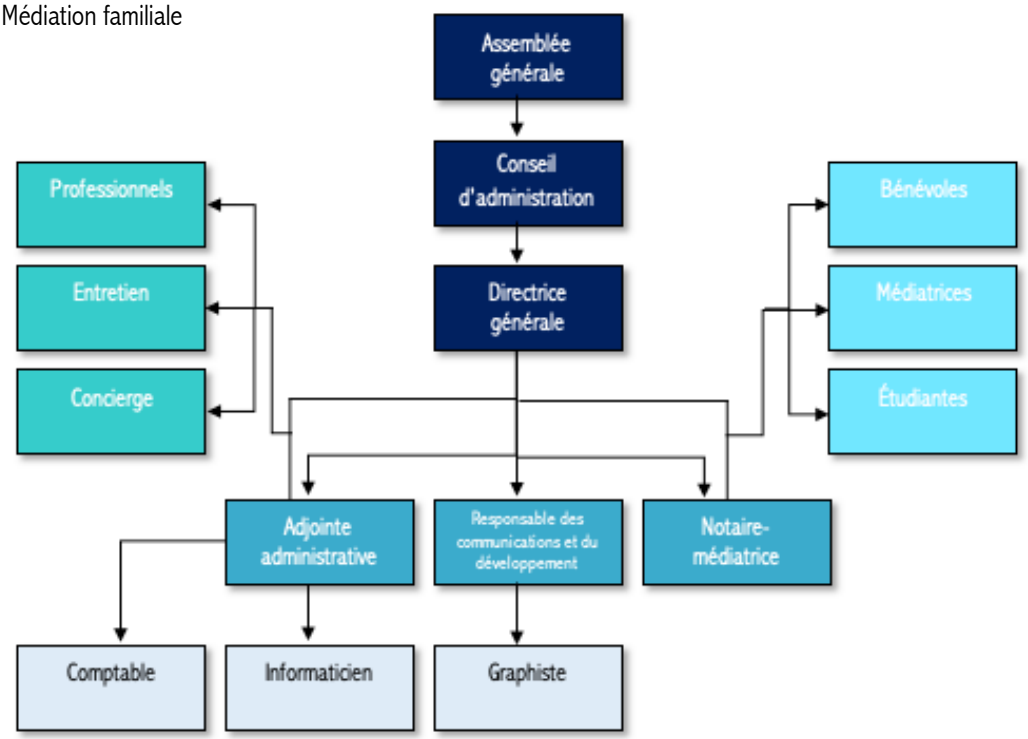
L'entretien est fait par Denis Carle et la conciergerie revient au 19e Groupe scout de Saint-Hubert.

Comptabilité

La comptabilité est la responsabilité du cabinet Massie Turcotte et associés.

Comités des membres :
Vie associative
Financement
Médiation familiale

Comités du CA :
Ressources humaines
Documents corporatifs



4. RETOUR SUR LES PRIORITÉS ET LE PLAN D'ACTION 2020-2021

Faits saillants du plan d'action

- La pandémie : adaptation et résilience!
- Plusieurs tâches ajoutées, nouvelles façons de fonctionner et surcharge de travail en raison de la pandémie;
- Augmentation de la détresse des personnes et soutien essentiel des bénévoles grâce au bénévolat à distance : beaucoup d'appels et d'urgences
- La médiation familiale offerte à distance pour aider les couples qui désirent mettre fin à leur union;
- Les sessions d'information et les formations offertes en visioconférence avec succès;
- Lancement et mise en ligne de cinq nouvelles capsules vidéo juridiques.
- Vie associative en mode virtuel et fidèle engagement des membres : rencontres informelles, formations continues, fête des bénévoles, Rentrée juridique, 5 à 7 de Noël, Journée internationale des droits des femmes, soirée d'échanges dans le Mois de la justice, etc.
- Grand engagement virtuel dans la communauté et au sein du milieu communautaire : représentations, concertations, discussions d'enjeux importants, actions et mobilisations en ligne et sur le terrain.
- Marche mondiale des femmes (MMF) : collaboration dans le comité MMF de la TCGFM et participation aux activités organisées en Montérégie.
- Beaucoup de réunions Zoom…!

Suivi des priorités

S'adapter et ajuster nos services dans un contexte de pandémie

Ce premier point fut véritablement la priorité cette année et elle a pris beaucoup de place. En effet, la pandémie est venue bouleverser le quotidien des femmes, exacerber diverses problématiques comme la violence conjugale et chambouler nos pratiques de travail. Afin de mieux venir en aide aux femmes, nous avons dû constamment nous adapter et cela a entraîné bien sûr une augmentation de la charge mentale et des responsabilités ainsi qu'un réaménagement de nos tâches. Nous avons redoublé d'efforts pour adapter les services et l'aide à distance et pour apprivoiser de nouvelles interfaces technologiques. Nous avons mis en place un service d'information juridique à distance, nous avons transféré nos rencontres de médiation en virtuel et nous avons animé tous les ateliers et les formations derrière nos écrans. De nouvelles mesures, politiques et plusieurs guides ont dû être créés ou adaptés. Une hypervigilance a dû été observée pour suivre l'actualité et tous les changements dans les mesures sanitaires et le respect de ces mesures dans les organismes communautaires. De plus, l'équipe a offert du temps en dehors des heures normales de travail pour arriver à accomplir toutes nos tâches et pour soutenir les femmes qui éprouvaient de la détresse. Les bénévoles quant à elles ont accordé des journées entières à la ligne d'information juridique à distance au lieu des demi-journées habituelles. Cela est sans compter que nous avons conjugué avec toutes ces nouvelles réalités et avec le télétravail dans notre espace personnel. L'adaptation et la résilience de toute l'équipe, du CA, des bénévoles et des membres furent remarquables. Merci infiniment, nous en serons toujours extrêmement reconnaissantes.

Finaliser le *Fichier juridique* 2020 avec une annexe en contexte de pandémie

Il fut très important pour l'équipe de finaliser le *Fichier juridique* durant le printemps et l'été, car il s'agit d'un outil essentiel pour nos bénévoles et pour de nombreux partenaires. Un défi qui s'est imposé cette année était de le réviser en pensant aux changements engendrés par la pandémie. Il fallait que le *Fichier juridique* renferme ces informations sans avoir à refaire le *Fichier* en entier. Il a donc été décidé de réaliser une annexe COVID-19 qui pourrait mieux aider et guider les lectrices et lecteurs. Il semble avoir été plus difficile de le vendre cette année en raison de la pandémie, mais les ventes se sont relativement maintenues.

Mettre en ligne le site Internet et diffuser les capsules vidéo

À travers toutes ces urgences, nous avons tout de même réussi à publier et diffuser nos capsules vidéo. Nous avons dû reporter le lancement à l'automne, et le faire en virtuel lors de notre Rentrée juridique, mais l'événement a connu tout un succès auprès de nos membres. Lors de cette soirée, nous avons visionné deux des cinq capsules vidéo et nous avons réalisé un sondage interactif pour rendre le tout amusant. Nous avons ensuite rédigé un communiqué pour annoncer la mise en ligne de ces nouvelles capsules et nous les avons diffusées sur les réseaux sociaux. Nous avons également amorcé une deuxième phase du projet à l'hiver 2021. En effet, nous avons divisé chaque capsule en plusieurs segments qui répondent chacun à une seule question. Ce sera plus facile de les partager et de les visionner sur Facebook, par exemple. La version longue demeurera toujours sur notre site Internet. Parlant de site Internet, ce dossier est plus compliqué. Nous constatons qu'une mise à jour complète de toutes les informations juridiques (chroniques et dossiers) s'impose donc il a été décidé de reporter sa mise en ligne. Une révision sera faite dans la prochaine année et il faudra en même temps revoir son visuel puisque la tendance a déjà changé sur le marché.

Faire un sondage auprès des parents séparés en médiation familiale pour mieux connaître leurs besoins afin d'améliorer leur communication

Nous avons réfléchi aux questions du sondage et nous avons créé ledit sondage. Compte tenu des circonstances, le sondage fut acheminé en ligne. Il a été envoyé à des couples participant aux rencontres de médiation. Cependant, le sondage n'a pas remporté le succès escompté et cela ne nous a pas permis de prendre une décision sur la meilleure façon de répondre aux besoins des couples. Toutes les avenues seront donc explorées dans la prochaine année.

Rechercher des professionnels dans l'agglomération de Longueuil pour la banque de références

Malheureusement, dans ce contexte de pandémie rempli d'urgences, nous n'avons pas eu le temps de travailler sur la banque de références. Il faut savoir qu'il ne suffit pas trouver des noms sur Internet, mais bien de rencontrer ces avocat.e.s et ces notaires, apprendre à les connaître et à leur faire confiance. Si vous avez des contacts à nous donner, Inform'elle est d'ailleurs toujours intéressée. Ce sera un dossier à surveiller dans les prochaines années.

5. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

Inform'elle, c'est un groupe solide et solidaire dans lequel les membres travaillent ensemble pour le bien commun. L'atmosphère y est chaleureuse et conviviale et le climat en est un de confiance, de transparence et d'honnêteté, ce qui favorise l'échange d'idées et d'opinions. Nous prenons soin d'accueillir et de bien intégrer chaque personne afin qu'elle sente qu'elle est une partie prenante de la grande famille d'Inform'elle. Nous invitons les membres à s'engager dans l'organisation des activités annuelles et à participer à ces activités ainsi qu'à l'AGA. Nous les sollicitons également à siéger sur des comités et sur le conseil d'administration.

Cette année fut particulière, mais malgré tous les défis engendrés par la pandémie, les membres ont continué de s'engager à distance et à participer aux activités. Nous remercions les membres pour leur fidèle engagement et pour tout le soutien apporté à l'organisme cette année. Cette participation et cette force collective enrichit la vie associative et démocratique d'inform'elle et nous permet d'aller toujours plus loin, malgré les obstacles liés à la pandémie. L'adaptation et la résilience des membres, de l'équipe de travail et du conseil d'administration furent remarquables et nous tenons à le souligner.

Vie associative

Les membres peuvent contribuer à la vie associative de plusieurs manières, que ce soit en nous faisant part de leur opinion, en s'engageant dans des comités, en rédigeant un mot dans le bulletin de liaison ou en participant aux activités organisées durant l'année. Nous remercions sincèrement les membres de donner de leur temps à Inform'elle en plus de leurs responsabilités familiales, leur travail ou leur bénévolat.

Bulletin de liaison

Notre journal *Inform'elle bonjour* est un outil précieux pour conserver un lien fort entre les membres. Grâce à cette publication trimestrielle, nos membres peuvent en savoir davantage sur ce qui se passe à l'interne à l'externe, en plus de s'informer sur le droit familial et découvrir plusieurs enjeux d'actualités. La rubrique « Inform'elle vous laisse la parole » est dédiée à nos membres, qui peuvent laisser des commentaires et des suggestions ou encore nous envoyer des textes qu'elles souhaitent partager comme des récits, des témoignages, des pensées, des citations ou leurs réflexions sur un sujet d'actualité, par exemple. Toutes les formes d'expressions sont les bienvenues et nous les encourageons fortement à contribuer au bulletin de liaison.

Comités

Les comités ont pour but de dynamiser la vie associative, de favoriser la mobilisation et de faire en sorte que les membres participent activement à la réalisation de la mission d'Inform'elle. Cet engagement a une incidence directe et positive sur le sentiment d'appartenance à l'organisme et cela fait partie de nos pratiques citoyennes afin que les idées, les réflexions et solutions émanent directement des personnes.

Comité Vie associative

L'objectif de ce comité est de trouver des idées et d'organiser les nombreuses activités, comme les fêtes annuelles et les événements spéciaux. La contribution de ce comité est essentielle pour planifier des activités plaisantes qui auront du succès auprès des membres et du public. Merci à **Lise D'Amours et Danielle Lindquist-Thériault** pour leur collaboration avec les membres de l'équipe. Le comité s'est **réuni quatre fois en virtuel** durant l'année 2020-2021 avec des échanges par courriel.

Comité Médiation familiale

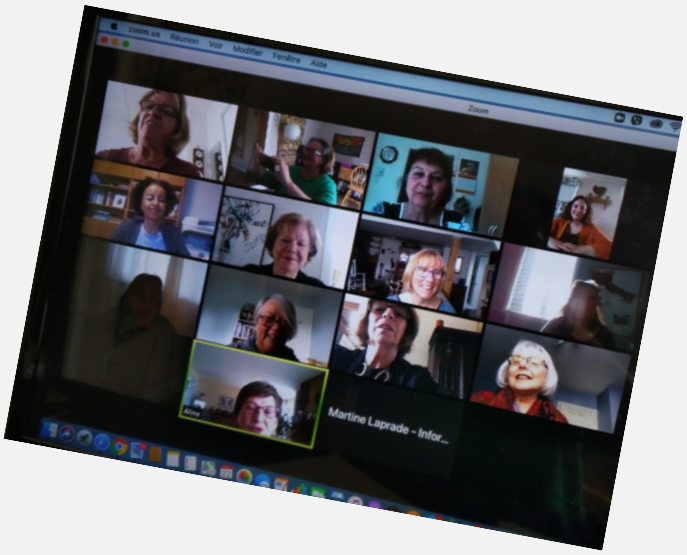
L'objectif de ce comité est de créer un espace de discussion avec les médiatrices pour échanger sur les pratiques, mettre en commun des idées et des façons de faire et trouver ensemble des solutions. C'est également le moment de s'informer sur les nouveautés en vigueur et sur les modifications de loi ou encore de partager de nouveaux outils ou apprentissages à la suite de diverses formations. Ces instants de partage deviennent un enrichissement dans les deux sens, car cela permet à toutes de se nourrir de l'expérience de chacune et de créer un bel esprit d'équipe entre les médiatrices. Le comité est composé de toutes les médiatrices et de la directrice et il y a eu **trois rencontres** cette année.

Comité Financement

L'objectif de ce comité est de trouver des idées pour diversifier les sources de revenus, de chercher de nouveaux donateurs potentiels pour la campagne annuelle de dons et trouver des commanditaires pour différentes occasions. Le comité **ne s'est pas rencontré** durant l'année en raison de la pandémie et de l'impossibilité pour certaines personnes de se réunir à distance en ce moment.

Activités

Inform'elle planifie plusieurs activités et fêtes annuelles dans le but d'entretenir une forte solidarité, dynamiser les relations, rapprocher les bénévoles et assurer une vie associative vivante et enrichissante.



Fête des bénévoles – 22 avril 2020

Nous tenions absolument à fêter nos bénévoles malgré la pandémie alors nous avons utilisé les moyens du bord : Zoom. Dès le début de la crise, cette plateforme est devenue quasiment un collègue de travail que l'on côtoie quotidiennement. C'est donc tout naturellement que nous nous sommes tournées vers lui pour l'organisation de notre apéro-vidéo. Nos bénévoles ont volontiers répondu à l'appel. Les échanges sont allés bon train sur la pandémie, chacune partageant ses émotions dues au confinement, les bons plans, les activités, comment tout le monde s'est adapté… le tout accompagné d'un petit verre parce qu'il s'agissait d'un apéro tout de même. Ce fut un moment joyeux où nous étions toutes heureuses de nous retrouver même si c'était virtuellement. Nous étions neuf bénévoles et quatre membres de l'équipe à participer à cette petite fête virtuelle.

« Je me considère privilégiée d'être si bien entourée par vous tous. C'est facile d'échanger avec vous, de vous faire part de nos préoccupations et de nos défis comme bénévoles. Avec des personnes ayant d'aussi grands cœurs, ça m'aide à saisir pourquoi je fais ce travail »
Claire, bénévole

Fête de l'été – 25 juin 2020

Nous avons fait une mini fête de l'été le 25 juin après la dernière formation continue avant les vacances. La consigne était très simple, chacune devait se présenter à l'écran avec un chapeau rigolo qui a une histoire (ou non). L'idée était de partager cette histoire ou d'écouter tout simplement. Cela a permis d'apprendre à mieux se connaître. Un moment très agréable, rempli de belles histoires et d'anecdotes sympathiques. Avoir tous ces chapeaux sur la tête nous a aussi permis de les lever à l'honneur de toutes nos bénévoles mais aussi de les lever pour célébrer les 20 ans d'ancienneté de Sylvie Yelle, notre précieuse adjointe administrative chez Inform'elle. En effet, c'est sous la thématique « Nous te levons notre chapeau » que nous avons voulu souligner cet anniversaire très significatif. L'équipe avait recueilli pour l'occasion des petits mots de la part des bénévoles, des stagiaires et des professionnel.le.s et a réalisé un beau cahier souvenir. Sylvie a été très touchée de cette attention. Il y avait 11 personnes à la fête de l'été.

Déjeuner de la rentrée des bénévoles – 24 septembre 2020

C'est avec plaisir que l'équipe et le comité Vie associative ont convié les bénévoles au déjeuner de la rentrée.

Avant la formation continue du 24 septembre, les bénévoles ont été invitées à se joindre à nous avec leur collation et leur café pour notre déjeuner des bénévoles virtuel. Nous les avons accueillies sous le thème des fausses nouvelles! Pourquoi? Parce que les fausses nouvelles sont partout autour de nous et nous avons décidé de jouer à vérité et mensonge afin de rire et d'en apprendre un peu plus sur chacune d'entre nous. Nous avons donc invité chaque bénévole à préparer deux mensonges et une vérité pour le déjeuner. Nous avons aussi profité de ce moment pour souligner les 15 années de bénévolat de Denise, qui prenait alors sa retraite de bénévolat. Les bénévoles lui ont préparé un mot qu'elles ont pu partager avec elle et que nous avons inséré dans un cahier souvenir et dans le *Inform'elle bonjour*.

Rentrée juridique – 28 octobre 2020

La traditionnelle Rentrée juridique s'est déroulée derrière un écran, mais elle ne fut pas moins appréciée pour autant. Après un petit tour de table, une activité brise-glace a permis aux 15 participantes de s'exprimer sur l'impact de la COVID-19 dans nos vies et plus particulièrement sur le droit des femmes. L'échange fut riche et dynamique, plusieurs points sont ressortis de la discussion. Parmi eux, on retrouve l'augmentation de la charge mentale avec la gestion des classes à distance, l'arrêt de travail des femmes pour s'occuper des enfants, les femmes qui se retrouvent davantage dans les métiers au front de la crise et surtout, malheureusement, la situation intolérable des femmes victimes de violence conjugale coincées avec leur bourreau pendant le confinement. Force était de constater que les femmes ont été plus durement touchées par la pandémie et qu'il y a eu un retour en arrière à beaucoup d'égards.

Cette discussion, ici très sommairement résumée, a été des plus intéressantes et a permis de mettre de l'avant l'importance de renforcer la sensibilisation auprès des femmes. Ce que vont contribuer à faire les cinq nouvelles capsules vidéo qu'Inform'elle lançait cette soirée-là. S'en est suivie la présentation de notre petite famille Inform'elle, qui nous a aidées à vulgariser l'information juridique dans nos capsules. Lors de cette soirée, nous avons pu visionner deux de ces capsules avec à la clé un petit sondage interactif et humoristique pour tester l'auditoire. La rencontre s'est terminée sur une note positive avec la participation des personnes qui souhaitaient partager les aspects positifs que la COVID-19 a apportés dans leur vie, comme le temps passé en famille, l'appréciation du moment présent, une réflexion sur les valeurs, etc.

5 à 7 de Noël – 10 décembre 2020

Cette année, c'est Mère Zoom qui était avec nous au lieu de Mère Noël. Le comité Vie associative avait préparé toute une fête virtuelle qui fut très festive et sympathique. D'abord, comme première activité, les 18 membres présentes ont été invitées à se renommer à l'écran avec leur chanson de Noël préférée et ensuite nous avons fait un tour de table pour raconter l'histoire ou les souvenirs derrière cette chanson. Ce fut vraiment un beau moment de partage. Ensuite, nous avons joué au bingo, mais pas n'importe lequel : nous avons préparé un jeu juridique avec les colonnes D-R-O-I-T, chaque case représentant un mot ou une image juridique, ou bien une image hivernale. Des cadeaux ont été remis aux gagnantes, mais chaque bénévole allait ensuite recevoir une surprise par la poste. Beaucoup de rires et de plaisirs au rendez-vous lors de cette soirée qui a fait beaucoup de bien.

Mois de la justice – 24 février 2021

Dans le cadre du Mois de la justice, Inform'elle a organisé une soirée d'échanges et de questions portant sur la pandémie et le droit familial. L'activité s'est tenue en soirée le mercredi 24 février 2021. Cette activité gratuite s'ajoutait à son offre également gratuite de sessions d'information juridique virtuelles et son service d'information juridique par téléphone. Inform'elle a invité la population et ses membres à participer à cet échange virtuel avec une avocate, une psychoéducatrice et une notaire qui ont exposé les impacts de la pandémie en droit de la famille et ont répondu aux questions. Il s'agissait d'un espace sécurisant pour discuter en toute confiance avec des professionnelles qui ont à cœur l'accessibilité et la vulgarisation de l'information juridique et surtout, le bien-être des citoyennes et citoyens de la région. C'est quelque 14 personnes qui étaient présentes à cet événement.

Journée internationale des droits des femmes – 8 mars 2021

Le thème du 8 mars 2021 était « Écoutons toutes les femmes ». Nous voulions donc entendre la voix des femmes, entendre la voix de nos membres. Nous avons ainsi invité nos membres à venir discuter avec nous des enjeux qui les préoccupent. Pour cette activité, nous leur avons suggéré d'arriver préparées avec une courte histoire illustrant un enjeu particulier. Ce fut l'occasion de discuter des nombreuses injustices déjà entendues ou vécues, de poser un regard critique et de proposer ensemble des actions et des solutions. Une activité brise-glace a précédé la discussion afin d'aborder la thématique. L'activité consistait à montrer à l'écran des illustrations sur des cartes et les décrire dans nos mots en nommant ce que l'image représentait pour nous en lien avec les femmes ou de nommer l'émotion qui y était associée. Huit personnes ont participé à cette activité.

Vie démocratique

Inform'elle a très à cœur le respect des objets de sa charte, de ses règlements généraux et des différentes politiques. L'organisme se fait un point d'honneur de toujours agir de manière transparente dans toutes les actions entreprises et dans la transmission de l'information, autant sur le déroulement de ses activités que sur le fonctionnement de l'organisme (états financiers, plan d'action, adhésion, élections, etc.).

Toute personne peut en tout temps faire part de son point de vue sur les activités et services ou s'exprimer sur les orientations d'Inform'elle, ce qui rend la vie démocratique saine et intéressante. Divers moyens sont mis à la disposition pour sonder l'opinion des membres et de la population. Par exemple, les formations continues mensuelles et les rencontres de comités sont des moments privilégiés pour poser des questions ou faire part à l'équipe de commentaires, suggestions ou préoccupations. De plus, des mécanismes de consultations et de rétroactions sont facilement accessibles, comme les sondages, les formulaires d'évaluations, le registre des commentaires et suggestions, et la boîte de suggestions qui est toujours accessible pour les personnes fréquentant l'organisme.

De leur côté, les travailleuses planifient régulièrement des réunions d'équipe pour discuter et régler des dossiers. Cette année particulièrement chargée a poussé l'équipe à se réunir presque toutes les semaines afin d'analyser ensemble les solutions aux urgences, établir et répartir les tâches à effectuer, faire des suivis de dossiers et mettre en commun ses réflexions sur les enjeux d'actualités. Ces réflexions sont ensuite partagées et poursuivies avec le conseil d'administration. Les membres du CA prennent ensuite des décisions en lien avec les orientations de l'organisme, toujours en ayant à cœur l'amélioration des conditions de vie des femmes et de leur famille comme c'est le cas pour l'équipe.

Conseil d'administration (CA)

Le conseil d'administration est composé de sept femmes qui sont fortement interpellées par la mission d'Inform'elle ainsi que par les enjeux vécus par les femmes et leur famille. Le CA est composé de deux juristes, deux bénévoles et trois membres de la communauté et chacune a un rôle important à jouer. Les juristes connaissent les droits et obligations en matière familiale et elles ont à cœur de partager leur expertise et de faire avancer la cause de l'accès à la justice. Quant aux bénévoles et aux membres de la communauté, elles sont la voix des femmes qui font appel à nos services et elles sont elles-mêmes utilisatrices de certains services et activités de l'organisme. Toutes ces expériences mises ensemble sont riches, pertinentes, complémentaires et essentielles pour gérer un organisme unique comme le nôtre.

En 2020-2021, il y a eu **huit rencontres** de conseil d'administration et **une rencontre extraordinaire** en plus de **deux consultations électroniques officielles**, ce qui démontre l'engagement profond des membres du CA pour le bien-être de l'organisme et de la communauté. La direction et le CA travaillent toujours de concert et communiquent régulièrement par courriel pour des échanges d'information et des suivis.

Comités du conseil d'administration

Le comité des documents corporatifs a travaillé cette année sur une Politique de télétravail (Sandra Laliberté, Johanne Charron, Christiane Levêque, Maude Joyal-Legault) et le comité Ressources humaines (Maude Joyal-Legault, Sandra Laliberté, Paulette Boucher et Christiane Levêque) a analysé diverses possibilités d'amélioration des conditions de travail. Une membre du CA fait aussi partie du comité Vie associative (Lise d'Amours).

Formations du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration et la directrice ont suivi ensemble la formation Rôles et responsabilités d'un CA. Ce fut une formation fort appréciée et enrichissante. Pour donner suite à cette formation, le CA a procédé à un sondage d'auto-évaluation et cela a entrainé de belles discussions et a même permis des améliorations.

Des membres du CA ont aussi participé avec la directrice à un webinaire sur la conciliation emploi-famille plus, organisé par la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM).

Principales réalisations de l'année :

- Décisions en lien avec la pandémie : ouverture/fermeture des bureaux, adaptation des services, suivi des mesures sanitaires, etc.;
- Révision des Modalités d'entente du service de médiation familiale et consentement de la médiation familiale à distance et son annexe;
- Révision annuelle du formulaire d'adhésion et des règles de régie interne;
- Création et adoption d'une Politique de télétravail;
- Nouveau contrat de médiation pour les avocates;
- Amélioration des conditions de travail : indexation, régime de retraite et heures de travail;
- Appui des revendications de la CQMMF : Campagne « Unies toutes ensemble, nous revendiquons »;
- Signature de la lettre collective d'Engagez-vous pour le communautaire;
- Appui de la campagne pour la résolution AE-21 du Conseil National des chômeurs et chômeuses (CNC);
- Participation à certains comités;
- Lettre d'appui pour le projet du CAFAL concernant la création d'un CALACS (centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel).

AGA - 18 juin 2020

Une assemblée générale annuelle a été dûment convoquée et organisée comme le stipulent nos statuts et règlements. Les membres, les partenaires et la population ont été invités à participer. L'AGA s'est déroulée exceptionnellement en visioconférence cette année en raison des mesures sanitaires en vigueur. Au cours de l'AGA, les personnes de l'assemblée ont pris connaissance du bilan des activités, des priorités à venir et du plan d'action et elles ont pu poser des questions, consulter les prévisions budgétaires, approuver les états financiers et reconduire la même firme comptable pour l'année suivante.

Il y avait 20 personnes à l'AGA, toutes des membres individuelles votantes. Parmi les membres, on retrouvait les quatre travailleuses, deux étudiantes d'été, 4 quatre stagiaires en droit, neuf bénévoles (conseil d'administration et ligne d'information) et une autre membre d'Inform'elle. Des partenaires s'étaient inscrits mais ils n'ont pu participer.

6. ENGAGEMENT DANS LE MILIEU

L'organisme est actif et enraciné dans la communauté afin de contribuer au développement social et d'améliorer les conditions de vie des femmes et de leur famille. Pour cela, la mobilisation citoyenne et la contribution des partenaires du milieu sont essentielles. L'engagement et la collaboration d'Inform'elle avec d'autres membres de la collectivité s'effectuent dans un esprit de coopération, d'entraide et de partage. Nous unissons nos forces, nos connaissances et nos expériences afin de lutter contre les inégalités et contre les causes de la pauvreté afin de créer un monde plus juste et solidaire.

Inform'elle est fière d'être membre et de s'associer à ces instances pivots du milieu :

- Association coopérative d'économie familiale Rive-Sud (ACEF RIVE-SUD);
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGFM);
- Table régionale d'organismes volontaires en éducation populaire (TROVEPM);
- Table régionale d'organismes communautaires de la Montérégie (TROC-M);
- Corporation de développement communautaire de l'Agglomération de Longueuil (CDC AL);
- Table de concertation sur la situation des femmes immigrées de l'Agglomération de Longueuil (TCSFIAL);
- Journal communautaire Point Sud;
- Télévision Rive-Sud (TVRS);
- Fondation Robert-Sauvé;
- Coalition pour l'accès à l'aide juridique;
- Relais-Femmes;
- Association de médiation familiale du Québec (AMFQ);
- ATTACA.

Exemples de collaborateurs cette année :

- CISSS Montérégie-Centre, Est et Ouest;
- Centre communautaire scout de Saint-Hubert;
- Université de Montréal;
- Carrefour le Moutier;
- Carrefour pour Elle;
- Centre de femmes de Longueuil;
- Pavillon Marguerite de Champlain;
- Bouffe du Carrefour;
- Maison La Virevolte;
- MAM Autour de la maternité;
- Bureau de consultation jeunesse;
- Comité logement Rive-Sud;
- Carrefour jeunesse emploi de Saint-Hubert;
- Carrefour St-Michel;
- L'envol;
- Centre de femmes L'Essentielle;
- Centre de femmes Com'femmes;
- Contact'L;
- Bonjour Soleil;
- Éducaloi;
- Juripop;
- Comité Maison de l'Accueil;
- Pro Bono Québec;
- Centres de justice de proximité;
- Coalition pour l'accès à l'aide juridique;
- Chambre des notaires;
- Barreau du Québec;
- Quartier des femmes.

Représentations, mobilisations, actions et appuis

Nous collaborons régulièrement avec divers groupes et regroupements en partageant des informations, en organisant ou en appuyant des actions sur le territoire, en soutenant des campagnes, en signant des déclarations, en discutant avec des partenaires du milieu, en organisant des événements conjoints, en participant à des rencontres, etc. Nous faisons également des représentations pour appuyer des collaborateurs dans leurs activités, offrir du soutien et réseauter avec des partenaires du milieu communautaire, juridique, et institutionnel. Cette entraide permet de faire connaître l'organisme, de tisser des liens et d'échanger autour de luttes communes. Enfin, nous diffusons les communiqués, les activités, les chroniques, les pétitions et les revendications des groupes parmi nos membres ou dans nos réseaux. Il est vraiment nécessaire de tous s'unir et de s'allier autour d'enjeux globaux pour espérer en arriver à une meilleure justice et une transformation sociale.

Voici quelques exemples de l'année 2020-2021 :

Informations juridiques et accès à la justice :

- Collaboration avec la recherchiste d'un documentaire sur l'accès à la justice de Pierre Craig : rencontre et appel aux témoignages sur nos réseaux sociaux et dans nos réseaux.
- Partage des chroniques de partenaires : Éducaloi, Centre de justice de proximité, L'Actualité, Les Affaires, La Chambre des notaires, le Barreau, Curateur public, Protecteur du citoyen, etc.
- Partage du nouveau service en ligne juridiQC, qui vise à informer la population sur ses droits et sur les démarches juridiques existantes.
- Partage des informations sur la prémédiation, nouveau service des Centres de justice de proximité.
- Mois de la justice : Soutien des actions de Juripop pour sensibiliser les gens aux enjeux de l'accès à la justice, partage du calendrier, participation au colloque de fermeture, offre de nos sessions d'information gratuitement en février et organisation d'une soirée d'échanges-questions sur l'impact de la pandémie.

Enjeux liés à la pandémie :

- Participation à l'enquête sur l'impact du confinement sur le communautaire de l'IRIS.
- Participation au sondage éclair de l'Observatoire de l'ACA visant à documenter les impacts de la crise de la COVID-19 sur les groupes d'action communautaire autonome.
- Participation le 3 décembre à la tournée de la TROC-M sur les impacts de la COVID-19.
- Participation à l'atelier sur l'impact de la pandémie durant l'AGA à Relais-Femmes .
- Partage des questions-réponses du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de la Justice en lien avec la pandémie et de plusieurs renseignements de différentes organisations.

Enjeux féministes :

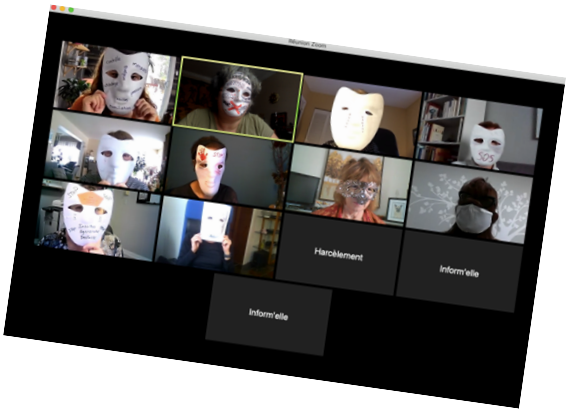
- Partage de la campagne sur le travail invisible de l'Aféas le 7 avril 2020, dans le cadre de la 20e édition de la Journée du travail invisible.
- Partage du mémo *La Relance : où sont les femmes?* du Réseau des Tables de concertation des groupes de femmes (RTCGF) dans le cadre d'une journée d'actions le 12 novembre pour dénoncer l'invisibilité des femmes et le manque de considération de leurs situations spécifiques dans la relance économique proposée par le gouvernement.
- Partage de la Déclaration commune des centres de femmes pour une relance économique féministe le 22 février 2021.
- Organisation d'un événement le 8 mars avec les membres sur le thème « Écoutons les femmes » dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, partage des vignettes du Collectif 8 mars et organisation d'une action avec le CAFAL sur les violences gynécologiques et obstétricales (campagne du 8 mars au 28 mai 2021).
- Marche mondiale des femmes : Appui des revendications de la CQMMF avec la campagne « Unies toutes ensemble, nous revendiquons ». Organisation avec le comité MMF de la TCGFM de différentes actions dans le cadre des cinq revendications du CQMMF : opération pot de pinottes en lien avec la pauvreté des femmes, campagne « J'en ai plein l'masque des violences faites aux femmes », webinaire sur la revendication des femmes migrantes, immigrantes et racisées et campagne virtuelle de sensibilisation liée à la justice climatique. La 5e action aura lieu à l'automne 2021 et concernera les droits des femmes autochtones.

Action communautaire autonome, financement et justice sociale :

- Participation à l'action en ligne d'Engagez-vous pour le communautaire le 11 novembre 2020 pour un investissement massif dans le filet social dès la mise à jour économique et signature de la lettre collective.
- Réalisation d'une courte vidéo d'appui afin que les représentantes de la TROC-Montérégie puissent rencontrer le ministre.
- Partage de la pétition de la Coalition Main rouge pour le renforcement du filet social.
- Diffusion en ligne de la campagne « Crise ou pas : On s'engage pour le communautaire » le 18 juin 2020.
- Suivi des informations dans la Semaine nationale de l'action communautaire autonome (SNACA).
- Présence au congrès de l'ATTACA le 3 février 2021 pour de meilleures conditions de travail dans le communautaire.
- Participation à l'action virtuelle pour les personnes démunies organisée par l'OPDS de Valleyfield.
- Appui de la campagne pour la résolution AE-21 du Conseil National des chômeurs et chômeuses (CNC).
- Participation en ligne à la journée d'action le 17 février 2020 pour l'engagement communautaire, dans le cadre de la Journée mondiale de la justice sociale qui avait lieu le 20 février.
- Participation au Forum de l'action communautaire autonome du 22 au 24 mars 2021.
- Partage du communiqué « Le RQ-ACA est consterné par le budget ».

Violence conjugale et agressions à caractère sexuel :

- Partage toute l'année des informations de SOS Violence conjugale et d'autres ressources.
- Participation à l'action de la TCGFM dans le cadre 12 jours d'actions contre les violences faites aux femmes sur le thème « J'en ai plein l'masque des violences faites aux femmes ». Le 26 novembre, Inform'elle a fait avec ses bénévoles une activité avec des masques de théâtre et elles ont pris une photo qui a été diffusée en ligne dans le cadre de la campagne.



- Dans le cadre des 12 jours, le CAFAL s'est réuni afin de planifier son action et a filmé sa discussion qui a mené les participantes à la conclusion qu'il manque un CALACS sur notre territoire. La vidéo « Ça manque sur notre territoire » a été diffusé sur les réseaux sociaux et envoyé aux élus du territoire.
- Commémoration du 6 décembre : nous avons allumé une chandelle et mis la photo sur Facebook et invité la population à allumer une chandelle aussi en mémoire de ce tragique féminicide.
- Présence à la rencontre de partage d'expériences et de réflexion collective en lien avec la violence conjugale organisée par le sous-comité Résilience du comité Inter-réseaux de l'agglomération de Longueuil.
- Participation au colloque de Juripop : *La violence conjugale et le droit de la famille : mieux comprendre pour agir*.
- Commande de la boîte à outil *Penser la cybersécurité en contexte de violence conjugale* du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF).
- Diffusion et partage d'information et de ressources durant la vague de dénonciation en ce qui a trait aux agressions à caractère sexuel.
- Réactions face aux féminicides et préparation de la mobilisation du 2 avril avec le CAFAL pour les dénoncer.

Mobilisation citoyenne :

- Présence à l'activité de partage d'expériences et de réflexion collective « initiatives citoyennes pour renforcer les liens dans la communauté », organisé le 6 novembre 2020 par le sous-comité Résilience du comité Inter-réseaux de l'agglomération de Longueuil.
- Participation à la Journée de réflexion de DVSL sur la participation citoyenne dans nos processus collectifs.
- Organisation d'une soirée citoyenne avec le comité Maison de l'accueil.

Action bénévole :

- Soulignement de la 35e édition de la Journée internationale des bénévoles le 5 décembre 2020.
- Célébration de la Semaine de l'action bénévole (SAB) avec nos bénévoles grâce à un apéro-vidéo.
- Participation à l'Étude de faisabilité : Projet de formations qualifiantes en gestion des bénévoles du Réseau de l'action bénévole du Québec (RABQ).

Conciliation emploi-famille:

- Entrevue avec l'agente de projet pour un partage de pratiques de conciliation dans notre milieu.
- Participation au webinaire « CEF+ : De l'exploration à l'appropriation ».
- Participation à l'événement « Penser autrement la conciliation en emploi c'est possible ».
- Participation au questionnaire « Concilier, ça se passe comment pour toi? »

Logements adéquats, logements sociaux et itinérance:

- Participation au lancement virtuel du portrait de la vaste enquête « Conditions de vie et habitation de 1 000 locataires de l'agglomération de Longueuil : Urgence d'agir » organisé le 11 juin par la Coalition des organismes de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement.
- Participation à la campagne des logements sociaux du FRAPRU : « Legault, faut des logements sociaux ». Prise de photo avec une bannière en compagnie du Comité logement Rive-Sud et appui diffusé en ligne le 11 novembre 2020.
- Organisation et participation à l'action de déménagement symbolique devant l'Hôtel de ville avec le CAFAL pour dénoncer le manque de logements adéquats disponibles sur le territoire et rappeler que les femmes sont toujours « à deux mètres d'avoir un logement décent ».
- Participation à l'événement Facebook, organisé dans le cadre de la Nuit des Sans-abris.

Familles et aînés :

- Collaboration avec Famille point Québec pour publier la mission d'Inform'elle dans leur journal.
- Partage de la publicité du projet de la COFAQ « Coparentalité un jour - toujours » et direction des personnes intéressées vers la COFAQ.
- Journée nationale des aînés : message sur nos réseaux sociaux et invitation à prendre soin des ainés. Partage de notre dossier juridique sur les aînés et des informations juridiques en lien avec la fraude.

Tarification sociale :

- Partage de la Campagne « Quand faut y aller, faut y aller » de la Coalition montérégienne pour la tarification sociale en transport (CMTST), initiée par la CDC Roussillon (octobre 2020)

Immigration et inclusion :

- Partage des séances d'informations sur le fonctionnement de la société québécoise et la compréhension du système bancaire au Canada offertes par la Maison internationale de la Rive-Sud.
- Lecture et diffusion de messages de la TCSFIAL.
- Partage d'une nouvelle infographie destinée aux parents allophones qui éprouvent des difficultés avec l'utilisation de MOZAÏK-PORTAIL, une plateforme utilisée par la majorité des écoles.
- Partage des témoignages recueillis par la CQMMF dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale le 21 mars.
- Partage de notre dossier juridique « La discrimination : un enjeu familial et de société », dossier réalisé dans cette année marquée par le mouvement « Black lives matter »,

Justice sociale et climatique :

- Diffusion le 16 novembre de la fiche d'ÉPA produite par le MÉPACQ abordant la question de l'urgence climatique et partage de la lettre ouverte du MÉPACQ parue dans *La Presse*.
- Participation aux rencontres du comité MMF de la TCGFM pour organiser une campagne de sensibilisation sur la justice climatique et les femmes.
- Dans le cadre de la Journée internationale de la justice sociale, le MÉPACQ lançait une série de courtes fiches d'ÉPA : « Enquête de justice sociale et thématique ». Inform'elle a partagé la campagne, dont la fiche « Les droits des femmes en crise ».
- Participation à la campagne virtuelle « Ça suffit les promesses vides » le 19 mars dans le cadre de la Journée d'actions pour la justice sociale et climatique.

Contribution des membres et de la communauté

Inform'elle ne pourrait exercer sa mission sans la contribution des membres de la communauté. Nous croyons que pour améliorer le tissu social, la solidarité, l'entraide et la participation de plusieurs acteurs sont essentiels.

Mobilisation citoyenne

La participation citoyenne est fortement encouragée pour soutenir la mission d'Inform'elle et aider à combattre les injustices. L'organisme est toujours à la recherche de femmes pour s'engager au sein de notre conseil d'administration, dans nos comités et dans notre équipe de bénévoles ou pour devenir membre de l'organisme. Cette année, ce sont 15 citoyennes qui ont travaillé bénévolement dans le service d'information juridique tandis que sept citoyennes ont siégé sur le conseil d'administration. Des membres de l'organisme et des membres du CA s'engagent également dans des comités. Toutes les citoyennes sont invitées à participer à la vie associative et démocratique d'Inform'elle et aux actions qui ont lieu sur le territoire. Enfin, nous avons sollicité la générosité de la population lors de notre campagne annuelle de dons visant à nous soutenir dans notre mission.

Partage d'information, référencement et promotion

Pour aider la population le mieux possible, il est nécessaire de s'allier avec d'autres organisations pour échanger des informations utiles. De notre côté, nous transmettons l'information sur leurs services et activités et nous relayons les nouvelles qu'elles partagent, soit en les affichant sur nos babillards, en les publiant dans notre bulletin de liaison, en les diffusant en ligne ou en distribuant leurs dépliants dans nos bureaux. Il est primordial pour nous de faire connaître les organismes du milieu et de référer nos usagères et usagers aux ressources appropriées en lien avec leurs besoins afin de mieux les guider dans leurs démarches. À ce propos, l'organisme a créé son propre bottin de références, un outil indispensable, contenant des organismes, des groupes d'aide et des professionnels du droit.

D'un autre côté, de nombreux groupes font la promotion de la mission et des services d'Inform'elle dans leur réseau et partagent nos chroniques et dossiers juridiques. Cela est très apprécié, car il est important de se faire connaître pour pouvoir joindre les personnes. Par exemple, nous apprécions beaucoup le fait de pouvoir publier gratuitement l'horaire de nos activités dans le *Loisard* de la ville de Brossard et de figurer dans *l'Espace communautaire* et dans le *Répertoire des organismes d'aide à la personne* de la Ville de Longueuil. Ce sont de lieux de diffusion importants pour l'organisme. De plus, nos communiqués et nos annonces sont envoyés régulièrement au *Coursier* de la CDC AL, *Point Sud, Le Courrier du Sud, FM 103,3*, TVRS, etc. Nos coordonnées sont aussi publiées dans plusieurs bottins de ressources d'organismes et répertoires comme : 211 Longueuil, Centre de références du Grand-Montréal, Secrétariat à la condition féminine, ASSISTO, *Votre Boussole juridique* de Justice Pro Bono, application SAMIC (destinée aux policiers et intervenants sociaux), Répertoire des ressources en santé et services sociaux (RRSS), etc. Finalement, nous avons un bon réseau de distribution de dépliants avec quelque 300 points de service à la grandeur du Grand Montréal.

Contribution des partenaires dans le milieu et collaborations

Nos partenaires peuvent toujours compter sur nous pour les soutenir et nous savons que nous pouvons compter sur eux. L'entraide est d'ailleurs l'une des forces du milieu communautaire est cela n'a jamais été plus vrai qu'en cette année de crise sanitaire. Nous avons su nous épauler et nous avons vraiment ressenti le désir de chacun d'aider en cas de besoin et d'apporter une oreille attentive dans des situations plus difficiles. Inform'elle remercie entre autres la CDC AL, la TCGFM, la TROC-M, TROVEPM, le Sous-comité Résilience du Comité inter-réseaux de l'agglomération de Longueuil et le service d'organisation communautaire RLS Pierre-Boucher du CISSS Montérégie-Est qui ont organisé des rencontres d'écoute, de réflexions, de partage et de recherche de solutions. Ces rencontres étaient des occasions privilégiées d'échanger avec des pairs et de travailler ensemble pour le bien de tous.

En cette année particulière, nous avons eu la chance de collaborer avec de précieux partenaires et de mettre en commun nos efforts comme en témoigne ces quelques exemples :

Centre communautaire scout et Bouffe du carrefour

L'organisme est fier de loger à cette adresse et d'être partenaire du Centre communautaire scout de Saint-Hubert. Cela nous permet d'être près des personnes du quartier lorsqu'elles fréquentent les locaux ou utilisent des services du centre. Nous avons aussi normalement la possibilité de louer des salles dans le bâtiment et nous n'hésitons pas à collaborer avec la Bouffe du Carrefour. D'ailleurs, les deux directrices se sont entretenues ensemble avant les Fêtes afin de discuter des enjeux liés à la sécurité alimentaire. Inform'elle a pu alors mieux soutenir ses usagers et usagères durant le temps des Fêtes afin de les guider vers les ressources qui pouvaient les aider. La directrice d'Inform'elle a aussi participé à l'AGA de la Bouffe du Carrefour pour démontrer du soutien et en savoir plus sur ses activités offertes durant la pandémie.

CAFAL

Le Comité d'actions féministes de l'agglomération de Longueuil est un comité de citoyennes et d'organismes qui collaborent afin d'organiser des actions rassembleuses pour dénoncer les injustices vécues par les femmes. Il s'agit d'un comité directement lié à la transformation sociale. Nous planifions régulièrement des rencontres afin de discuter des enjeux d'actualité et nous construisons ensemble des mobilisations et des actions militantes ou encore des campagnes de sensibilisation en ligne. La beauté de ce groupe est le sentiment de coopérativité qui y règne et le fait de se partager les rôles, les tâches et les achats.

Maison de l'accueil

Le projet de la Maison de l'Accueil se veut un lieu phare, de références et d'ancrage pour les citoyen.ne.s et les organismes, où se tissent des liens sociaux d'entraide, de solidarité, de collaboration, de création et d'innovation sociale, où le pouvoir d'agir de la personne et des organismes est mis de l'avant. Inform'elle a la volonté d'offrir un point de service dans cette Maison et d'y offrir des ateliers. Le fait d'être membre du comité permet des échanges intéressants avec plusieurs partenaires, une contribution de chacun et un partage des tâches. Une des belles réalisations dont nous sommes fières est notre participation dans le comité communication qui a mené à l'organisation d'une soirée citoyenne qui visait à présenter le projet, recueillir les commentaires et suggestions et recruter des citoyen.ne.s intéressées à s'engager dans le projet. Une autre contribution d'Inform'elle dans le projet fut la réalisation d'une vidéo dans laquelle la directrice expliquait la motivation de l'organisme à participer au projet et quels services pourraient être offerts dans cette Maison.

« *Martine Laprade a continué de représenter Inform'elle au sein du comité pour la Maison de l'Accueil. Son implication, au niveau des grandes orientations comme au niveau des communications, a favorisé grandement l'avancée du projet. Ses suggestions concrètes ont permis de grandes avancées en ce qui a trait à la diffusion du projet auprès des organismes et auprès des citoyennes et citoyens, notamment à l'occasion de la Rencontre citoyenne du 23 février dernier.* »
Luc Barsalou, président du Carrefour le Moutier

Développement social Saint-Hubert

Inform'elle s'engage depuis un an dans le comité de coordination de DSSH. Cela a permis à l'organisme d'avoir un contact privilégié avec des partenaires de Saint-Hubert, de bâtir des ponts et de tisser des liens encore plus forts, comme ce fut le cas lors de notre animation d'atelier juridique dans des organismes jeunesse alors que le Carrefour jeunesse emploi de Saint-Hubert a reçu notre stagiaire en droit. Le coco de DSSH est un milieu riche en entraide et collaboration, ce qui a rendu possible l'organisation de trois grands rendez-vous cette année avec les organismes du territoire et de nombreux partenaires pour discuter du mode de gouvernance souhaité et mettre sur pieds des comités de changement. La directrice a beaucoup apprécié la communication, le respect et la mise en commun des forces de chacun.

Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie

La directrice collabore avec la TCGFM depuis plus de 13 ans et elle est membre du conseil d'administration depuis cinq ans. Là encore il s'agit d'un lieu de collaboration riche et précieux. La directrice et la responsable des communications participent souvent ensemble aux assemblées régulières et à l'AGA et s'engagent dans divers comités. Cette année, elles furent particulièrement intervenues dans le comité de la Marche mondiale des femmes. Plusieurs actions collectives ont été réalisées dans le cadre des cinq revendications de la Marche et Inform'elle est très fière d'y avoir collaboré.

Concertations et implications

Inform'elle est solidement ancré dans le milieu alors que des membres de l'équipe s'engagent activement au sein d'organismes et de regroupements en assistant à des assemblées ou en siégeant à des comités et des conseils d'administration. En effet, l'organisme s'investit dans les lieux décisionnels communautaires locaux et régionaux et participe régulièrement à différentes activités démocratiques afin de faire connaître ses opinions et ses points de vue ainsi que pour défendre les besoins des femmes et de leur famille.

En tant qu'organisme régional, Inform'elle doit souvent faire des choix déchirants d'implication et c'est pourquoi nous tentons de nous engager d'abord dans des comités et assemblées de concertations régionales. Nous n'avons pas les ressources nécessaires pour intervenir localement dans toute la Montérégie, mais nous trouvons important d'intervenir dans l'agglomération de Longueuil puisque nos bureaux se situent sur ce territoire et que nous sommes en contact direct avec la communauté.

Voici nos principales implications :

AACOCQ (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

ATTACA (présence à 1 rencontre)
- 1 congrès

Relais-Femmes (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

TROC-M (présence à 4 rencontres)
- 1 assemblée générale annuelle
- 3 rencontres en lien avec la pandémie

TROVEPM (présence à 2 rencontres)
- 1 assemblée générale annuelle
- 1 assemblée régulière

TCGFM (présence à 26 rencontres)
- 1 assemblée générale annuelle
- 3 assemblées générales régulières
- 2 rencontres solidaires
- 5 rencontres du comité Marche mondiale des femmes
- 3 rencontres du comité élargi pauvreté
- 1 rencontre du comité Communication
- 11 rencontres du conseil d'administration

CDC AL (présence à 26 rencontres)
- 21 rencontres des organismes du mardi matin
- 1 assemblée générale annuelle
- 2 causeries
- 1 rencontre pour la programation des causeries
- 1 activité de réseautage

CAFAL (présence à 14 rencontres)
- 12 rencontres du comité
- 2 actions sur le terrain

Comité Maison de l'accueil (présence à 13 rencontres)
- 7 rencontres du comité
- 6 rencontres du sous-comité communication

DSVL (présence à 4 rencontres)
- 3 rencontres collectives
- 1 journée de formation/réflexion mobilisation citoyenne

DSSH (présence à 18 rencontres)
- 15 rencontres du Comité de vigilance/coordination
- 3 grands rendez-vous

Bouffe du Carrefour (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

TVRS (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

Centre de justice de proximité Montérégie (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

Pro Bono (présence à 1 rencontre)
- 1 Forum des clinique juridiques

Université de Montréal
- 1 soirée 4 à 6 de présentation pour les étudiantes en droit

RRFS-GCF (présence à 1 rencontre)
- 1 assemblée générale annuelle

7. INFORMATION JURIDIQUE ET SENSIBILISATION

Importance de l'éducation populaire autonome

Inform'elle a pour mission de rendre accessible et de vulgariser les lois régissant le droit de la famille mais aussi d'informer la population sur ses droits et obligations en matière familiale dans une perspective de transformation sociale et d'autonomie économique des femmes. Brièvement, notre mission en est une d'information et de prévention afin de permettre aux femmes et à leur famille de vivre dans une société plus juste. C'est dans cet objectif que nous offrons nos services et activités en plus de produire des documents d'information juridique se voulant des outils d'éducation populaire et de sensibilisation. Il est nécessaire de soutenir les personnes individuellement, mais il est tout aussi primordial de sensibiliser plus largement. Rendre facilement accessible l'information juridique permet à plus de personnes de prendre conscience des différents choix qui s'offrent à eux, de se prendre en charge et de faire des choix plus éclairés.

Services et outils

Ligne d'information juridique

La ligne d'information juridique, gratuite et confidentielle, est accessible en semaine de 9 h à 16 h 30. Les bénévoles et étudiantes en droit répondent aux questions des femmes et de leur famille en lien avec le droit familial et les réfèrent à des professionnels du droit et à des ressources complémentaires en cas de besoin. Ce service a été adapté en raison de la pandémie et il a été offert à distance grâce à la générosité de notre précieuse équipe de bénévoles et d'étudiantes. Il a fallu néanmoins un certain temps de transition pour mettre en place le nouveau système à distance (prises de messages via Facebook, courriel et boîte vocale) et en informer la population à travers des communiqués. Cela a entraîné de nombreux défis administratifs et une gestion des statistiques différentes, mais nous constatons que ce service n'a jamais été aussi essentiel qu'en cette année de crise remplie de détresses, de problématiques lourdes et malheureusement de beaucoup de violence conjugale.

Inform'elle remercie les bénévoles pour leur fidélité et leur assiduité, ce qui a permis, avec l'aide de nos stagiaires, d'être à l'écoute de la population à la ligne d'information cinq jours par semaine.

Appels et rencontres (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	20120-2021
Nombre total d'appels	1 960
Femmes	1 765
Hommes	195
Rencontres individuelles	-
Appels en français	1 864
Appels en anglais	85
Appels en espagnol	11

« Merci pour l'aide qu'Inform'elle peut apporter aux femmes, en ces temps bouleversés. »
Anonyme

« J'aimerais simplement vous écrire pour vous remercier de votre retour et vous dire combien l'appel que j'ai reçu m'a aidé à comprendre mes droits grâce à des explications claires et simple. Donc la dame qui a pris le temps de m'appeler et de me parler simplement. C'est un service absolument merveilleux qui m'a enlevé une tonne sur les épaules. Donc un très grand merci encore une fois pour votre précieux service. »
Anonyme

Fichier juridique

Le *Fichier juridique* représente un document de référence unique dans lequel l'information juridique est vulgarisée et présentée sous la forme de questions-réponses. Il constitue un outil de travail pour nos bénévoles à la ligne d'information juridique et une source de références pour les organisations qui l'achètent (groupes institutionnels, scolaires et communautaires). Le *Fichier juridique* est vendu sur une clé USB en version PDF imprimable et en version électronique téléchargeable au coût de **60 $**. Inform'elle a vendu **19 Fichiers juridiques** sur clé USB en 2020-2021, **deux** cartables et **une** licence Intranet à **200 $**.

Chroniques et dossiers juridiques

Les étudiantes en droit rédigent plusieurs chroniques et dossiers juridiques durant l'année. Les sujets sont choisis en fonction des besoins de la communauté et des enjeux d'actualités, comme nos dossiers *Enlèvement ou déménagement de l'enfant, Le mariage et le divorce en contexte d'immigration* et *La discrimination, un enjeu familial et de société.*

Ces **dossiers juridiques** représentent de véritables outils d'éducation populaire, utilisées comme moyens de sensibilisation. Inform'elle publie annuellement quatre dossiers, tous riches en informations et en ressources. Ils renseignent la population sur différents sujets touchant de près ou de loin le droit familial en plus de conscientiser la population à divers enjeux sociaux. Ils se retrouvent dans notre bulletin de liaison et dans notre infolettre en plus d'être mis en ligne sur notre site Internet et partagés sur les réseaux sociaux.

Parutions (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	Dossiers juridiques
Juin 2020	Le mariage et le divorce en contexte d'immigration
Septembre 2020	Enlèvement ou déménagement de l'enfant
Janvier 2021	La discrimination, un enjeu familial et de société
Mars 2021	Démarches pour les survivantes de violence conjugale

Les **chroniques juridiques** sont rédigées en langage clair et répondent à une question ou une situation particulière liée au droit familial. Elles sont diffusées auprès de certains médias locaux et magazines comme ***Le journal du Bel Âge, L'actuelle*** et ***TVRS*** ou encore dans des bulletins de liaison d'organismes tels quel **Contact'L** de Varennes, le **Centre de Femmes de Longueuil** et **Com'femme** de Brossard. Elles sont également publiées sur notre site Internet et nos réseaux sociaux et dans notre infolettre.

L'info d'informelle

Non-respect d'un jugement de garde par un parent

Chronique rédigée par [redacted], étudiante en droit 2020

Charlotte et Martin ont deux enfants ensemble. Ils en séparent quelques années plus tard, et une garde partagée est instaurée entre les deux parents par le tribunal. Quelques temps après le début de la garde partagée, Charlotte refuse de remettre les enfants à Martin parce qu'elle invoque que les enfants ne veulent plus voir leur père. Quelles sont les recours de Martin pour faire respecter le jugement de garde ?

Avant d'entreprendre des procédures judiciaires, il est préférable de tenter de régler la situation à l'amiable afin de sauver temps et argent. Charlotte et Martin peuvent essayer de régler la situation conflictuelle avec l'aide de professionnels du domaine psychosocial. Comprendre les raisons pour lesquelles les enfants ne veulent plus aller voir leur père peut aider à trouver une solution satisfaisante pour tout le monde. Est-ce que la situation familiale ou scolaire professionnelle de Martin a changé ? Est-ce qu'il y a un changement dans la situation de Charlotte? Analyser les différents facteurs de la vie familiale et personnelle aide à mieux comprendre pourquoi les enfants ne veulent plus voir leur père. Il est également possible de régler le problème sans avoir recours aux mesures judiciaires. Il est possible entre Charlotte et Martin de le faire seulement. Par contre, si la communication n'est pas une option envisageable, il y a lieu de communiquer avec Charlotte par écrit afin de la présenter qu'elle doit s'exécuter sans quoi il y aura des procédures judiciaires qui vont être entreprises. Si Charlotte refuse toujours de collaborer, il y a l'option du recours pour outrage au tribunal.

Lorsqu'un parent ne respecte pas un jugement de garde, il commet un outrage au tribunal c'est-à-dire qu'il désobéit à une décision d'un juge. Ce recours est possible suite au non-respect d'un jugement rendu par un juge ou d'une entente entre les parties et homologuée par le Tribunal. Les peines pour un outrage au tribunal peuvent aller d'une amende à une peine d'emprisonnement. Dans le cas de Martin, le tribunal peut imposer d'une amende à Charlotte d'entreprendre le jugement de garde. Avant une décision du tribunal dans ce sens est exceptionnelle.

Le fait de ne pas respecter un jugement de garde peut également constituer une infraction criminelle dans des cas extrêmes et exceptionnels. En effet, il est prévu dans la loi que toute personne qui prive l'accès d'un enfant de moins de 14 ans à l'autre parent peut être déclarée coupable d'enlèvement. Le parent lésé de son droits peut contacter les autorités policières et dénoncer le geste.

Puisqu'un jugement de garde tient toujours compte de l'intérêt de l'enfant, il est important de savoir que le respecter se résume à respecter l'intérêt de l'enfant !

Notes :
L'information contenue dans le présent article est d'ordre général. Elle ne prétend pas résoudre à tous les cas de figure. Pour des plus amples renseignements concernant le droit familial, téléphonez à la ligne d'information juridique [redacted], 450 443-6221 ou au 1 877 443-6221 (sans frais) ou consulter une personne exerçant la profession d'avocat ou de notaire.
Règle d'interprétation : la forme masculine peut inclure le féminin et vice versa.

Le bulletin de liaison

Les quatre publications annuelles du bulletin de liaison de notre organisme *Inform'elle Bonjour* sont non seulement une source importante d'informations mais c'est également un outil d'éducation populaire très pertinent et intéressant pour nos membres pour découvrir les nouveautés et les activités d'Inform'elle, lire nos dossiers juridiques et connaître l'actualité récente en matière juridique, familiale et féministe.

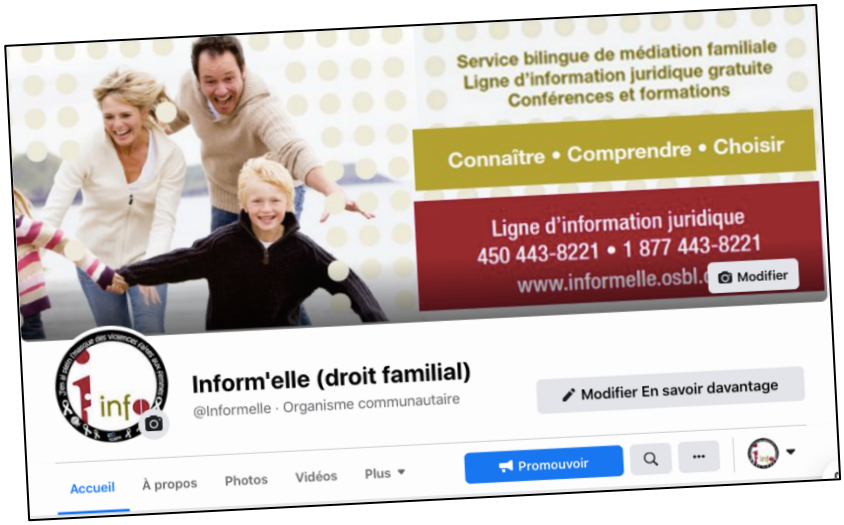
Capsules vidéo

Les capsules vidéo sont des outils de vulgarisation idéaux, car chaque sujet est expliqué clairement en moins de cinq minutes. À l'ère des réseaux sociaux, utiliser ce support pour diffuser de l'information est le meilleur moyen pour joindre et sensibiliser la plus grande audience possible. Nous avons **huit capsules vidéo** désormais en ligne produites par Messieurs Caméra avec la collaboration d'Inform'elle. Les sujets sont : **union de fait, contrat de vie commune, médiation familiale, testament et succession, garde des enfants et pension alimentaire, mandat de protection, rupture de l'union de fait** et **rupture du mariage**.

.

Site Internet, infolettre et réseaux sociaux

Le site Internet, les réseaux sociaux et l'infolettre sont des outils importants pour joindre plus largement la population. Grâce à eux, nous pouvons partager en un clic tous nos outils d'information et d'éducation populaire. Ils sont essentiels également pour informer les personnes sur l'actualité, les enjeux sociaux et politiques ainsi que toute l'information concernant le droit de la famille comme nos chroniques, nos dossiers juridiques et nos capsules vidéo. Pour plus d'informations, consultez notre section Communication et promotion.



« *Je découvre votre site incroyable. J'ai visionné la capsule testament dont le contenu clair et concis me permet de répondre aux questions que je me pose depuis peu.* » Anonyme

Activités d'informations et d'échanges

Sessions d'information juridique

Ces sessions d'information sont des rencontres de sensibilisation et de participation organisées dans un but de conscientisation. Les formatrices et formateurs donnent de l'information, expliquent les différents choix possibles et contribuent à aider les citoyennes et citoyens à dégager des pistes de solutions pour leur permettre de prendre des décisions éclairées.

Des périodes d'échanges, d'analyses et de questions conduisent les personnes vers une prise de conscience sur leur situation qui les amènent à développer une réflexion critique, à travailler sur les causes de leurs problématiques et à entamer au besoin des changements significatifs qui auront des répercussions sur leur vie. Chaque rencontre dure deux heures et est animée par des avocates et des notaires, le jour et le soir. Inform'elle offre un choix de **six sessions d'information juridique** et elles ont toutes été offertes gratuitement durant la période de la pandémie. Inform'elle offre les mêmes sessions d'information aux groupes de la Montérégie avec certaines conditions. Cela permet de joindre plus de personnes directement dans leur milieu. Cette année, deux groupes ont bénéficié de ce service : **Bonjour Soleil,** le 20 octobre (Rupture de l'union de fait) et le 7 mars 2021 (Protection des conjoints de fait) et le **Quartier des femmes** le 15 février 2021 (Rupture d'unions : mariage et union de fait).

Nom de la session d'information (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	**Prévues**	**Offertes**	**Nombre de participants**
Testament et succession	9	5	46
Mandat et régimes de protection	9	4	25
Rupture du couple : mariage et union de fait	11	3	24
Droit de la famille dans un contexte d'immigration	5	3	15
Protection des conjoints de fait	9	3	15
Garde des enfants et pension alimentaire	9	3	17
Total	**52**	**21**	**142**

« Excellent cours; contenu détaillé avec des exemples pertinents; d'ailleurs ce cours devrait faire partie d'un programme scolaire au CEGEP peut-être. Sujet assez complexe mais bien résumé et expliqué. C'est parfait de proposer une pause-santé en regard à la durée de plus deux heure du cours. Bravo et merci encore pour cette initiative. »

« Un atelier qui a répondu à mes attentes et plus. L'animatrice connaissait pleinement son dossier. J'ai bien aimé cet atelier et à refaire pour d'autres intervenantes avec la même animatrice. »

« Les mises en situation à la fin de l'exposé sont très aidantes pour intégrer la matière. Merci beaucoup. »

Cafés-rencontres

Cafés-rencontres à l'interne

Les cafés-rencontres sont offerts aux femmes qui ont envie de partager leurs histoires, apprendre de l'expérience des autres, trouver des réponses à leurs questions auprès d'une professionnelle du droit ou à celles qui sont curieuses et qui ont envie de rejoindre un réseau soutenant et solidaire. En effet, les cafés-rencontres permettent aux femmes de briser l'isolement et de se réunir autour d'enjeux communs afin de développer un esprit critique pour prendre des décisions éclairées. Il s'agit d'un espace sécurisant de discussion où écoute, empathie et convivialité sont au rendez-vous autour d'un bon café. Cette année, trois cafés-rencontres étaient prévus chez Inform'elle mais malheureusement, aucun n'a pu avoir lieu en raison de la pandémie. Nous allons pousser nos réflexions et continuer de réfléchir à la formule de ces rencontres, car elles sont très importantes pour nous.

Cafés-rencontres à l'externe

Inform'elle a animé ces dernières années des cafés-rencontres au Centre de femmes L'Essentielle de Beloeil. Étant un organisme régional, cela nous importe de collaborer avec ce centre de femmes qui avait remarqué un besoin d'accès à l'information juridique sur son territoire. Des rencontres étaient prévues mais elles ont dû être annulées à cause de la pandémie. Nous avons la volonté de poursuivre cette collaboration dans le futur et même de l'élargir à d'autres centres de femmes, comme lorsque nous avions participé au groupe de soutien pour les femmes en processus de séparation du Centre de femmes de Longueuil.

Rencontres des bénévoles

Ces rencontres sont en fait des formations continues qui permettent aux bénévoles de resserrer leurs liens, d'échanger sur les réalités vécues par nos usagers et nos usagères mais aussi plus largement de discuter des enjeux d'actualité et de société. C'est également l'occasion d'apprendre de nouvelles notions, de se tenir informées sur les changements de loi et de revenir sur des notions plus complexes. Ces moments d'échanges, de sensibilisation et d'éducation populaire autonome permettent aux bénévoles et à l'équipe de travailler ensemble pour le bien commun. En 2020-2021, la notaire-médiatrice a animé six formations continues sur divers sujets avec des personnes invitées à l'occasion.

Dates (1er av. 2020 au 31 mars 2021)	Sujets	Formatrices	Nbre de participantes
28 mai	Questions-réponses	Lili Beka	11
25 juin	Questions-réponses	Lili Beka	5
27 août	Droit du travail	Kimmyanne Brown (CIAFT)	5
24 septembre	Questions-réponses	Lili Beka	7
29 octobre	Santé mentale	Fanie Fournier (Second lieu)	8
26 novembre	Questions-réponses	Lili Beka	8
28 janvier	Immigration	Lili Beka	7
25 février	Questions-réponses	Lili Beka	*
25 mars	Atelier : mariage/union de fait	Marie de Santis	8

* L'activité a été annulée

Ateliers au secondaire

Cet atelier de sensibilisation sur le mariage et l'union de fait a pour public cible les jeunes du 5e secondaire. Il aborde les obligations du mariage et les moyens de protection en union de fait, tout en effectuant le tour des différentes étapes de nos vies, allant de la naissance au décès en passant par une éventuelle séparation.

Cet atelier nous tient tout particulièrement à cœur, car nous pensons qu'il est essentiel que les jeunes aient accès à ces informations afin de devenir des adultes responsables s'épanouissant dans des relations saines tandis qu'ils sont mieux informés de leurs droits et devoirs.

À cause de la pandémie, nous n'avons pu animer dans les écoles cette année, mais nous nous sommes tournées vers une autre solution. Effectivement, les stagiaires en droit ont animé un atelier virtuel auprès d'organismes jeunesse, comme le **Carrefour jeunesse-emploi de Saint-Hubert**, **L'Envol** et le **Carrefour populaire Saint-Michel**. L'atelier a également été présenté à nos bénévoles. Inform'elle tient à remercier sincèrement les organismes qui nous ont accueillies.

Événements : Journée internationale des droits des femmes et Mois de la justice

Chaque année, nous organisons pour nos membres un ou des événements de sensibilisation.

Cette année, nous avons tenu un atelier de discussion dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes sous le thème « Écoutons les femmes » et nous avons animé une soirée d'échanges et de questions sur l'impact de la pandémie en droit de la famille dans le cadre du Mois de la justice.

Formations et démarches d'apprentissage

Stagiaires et étudiantes d'été

Les expériences d'apprentissage sont importantes tant pour nous que pour les jeunes puisque cela leur permet de mettre en pratique la théorie qu'ils ont apprise à l'école et ils en ressortent toujours grandis.

> « *Lors de mon stage chez Inform'elle, il m'a été donné de mettre en pratique et d'approfondir tous les apprentissages acquis durant mes cours de droit de la famille. Cela m'a permis de développer une vision plus concrète du droit et de mieux comprendre les enjeux sociaux qui y sont reliés, tout en faisant une chose qui me tient à cœur : aider les autres.* » Marie, stagiaire

Durant l'année scolaire, Inform'elle a accueilli à distance quatre stagiaires de la Faculté de droit de l'Université de Montréal à raison d'une journée par semaine. Leurs tâches consistaient principalement à répondre à la ligne d'information juridique, à rédiger des chroniques et dossiers juridiques et à animer des ateliers juridiques dans des organismes jeunesse.

À l'été, ce sont deux étudiantes en droit qui ont pris la relève et qui se sont jointes virtuellement à l'équipe. Grâce à une subvention octroyée par le programme fédéral Emplois d'été Canada, elles occupent le poste d'intervenante juridique. Leur rôle est de mettre à jour le bottin des ressources ainsi que d'autres outils de l'organisme en plus de produire des documents d'éducation populaire et d'aider l'équipe dans la réalisation de tâches ponctuelles. Elles ont aussi travaillé ensemble sur la mise à jour complète de notre atelier juridique pour le secondaire.

En mars dernier, nous avons accueilli, à distance, deux stagiaires en informatique pour une durée de 140 heures chacun. Ils ont été supervisés par notre technicien informatique et ils ont réalisé un projet important pour l'organisme : une plateforme en ligne pour noter les statistiques des appels et autres informations importantes. Le fruit de leur travail est remarquable et nous avons hâte d'utiliser ce nouvel outil.

Introduction en droit de la famille

La formation Introduction en droit de la famille effectue un survol du droit familial en quatre jours. Il s'agit de la formation préparatoire au bénévolat chez Inform'elle (sauf pour les étudiantes en droit et les juristes). La formation est suivie d'une période de **jumelage** avec une bénévole d'expérience pour permettre une belle intégration et apprivoiser le fonctionnement à la ligne. Ensuite, une **rencontre mensuelle** a lieu pour assurer une formation continue aux bénévoles et entretenir un bel esprit d'équipe. Cette même formation est aussi ouverte à toute personne qui désire en apprendre plus sur le sujet et aux intervenant.e.s d'organismes communautaires qui souhaitent acquérir des connaissances en la matière pour leur travail. Des prix différents s'appliquent selon le statut. Cette année, il n'y a eu aucune formation puisqu'il était impossible d'accueillir les personnes dans nos locaux et impossible non plus de transférer la formation en virtuel.

Introduction en droit de la famille (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	**2020-2021**
Formations prévues	3
Annulation	3
Nombre de participantes	0
Bénévoles restantes	0
Bénévoles en attente de jumelage	0
Désistement	0
Stage d'observation	0
Intervenantes (autres organismes)	0

Autodivorce

L'atelier Autodivorce permet aux personnes d'apprendre comment rédiger eux-mêmes une demande en divorce et d'aller la présenter devant le tribunal. Au cours de trois rencontres de 2 h 30, une avocate supervise la rédaction de la demande et effectue une simulation d'audition. Pour participer à cet atelier, il faut avoir terminé le processus de médiation familiale et avoir en mains le résumé des ententes Cette année, il y a eu un atelier avec trois personnes inscrites, soit trois personnes seules. Les autres ateliers ont été annulés à cause du confinement et des mesures sanitaires en vigueur.

Atelier Autodivorce (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	2020-2021
Formations prévues	5
Annulation	4
Nombre de participants	3
Personnes seules	3
Couples	0

Formation du personnel

Les membres de l'équipe ont à cœur de participer à des formations pour parfaire leurs connaissances et se maintenir à jour chacune de leur domaine d'expertise, mais aussi qu'acquérir des connaissances complémentaires qui les aideront dans leurs fonctions.

Formations suivies en 2020-2021 :

- Les modifications à la Loi sur le divorce et les clauses à rédiger, Me Michel Tétrault - 16 avril 2021 (Lili)
- Enlèvement parental et aliénation, Réseau Enfants-Retour – 27 avril (Lili)
- Médiation familiale à distance en période de pandémie, AMFQ – 30 avril et 21 mai (Lili)
- SOQUIJ – 13 mai (Lili)
- Formation expérientielle pour intervenant : calme-toi le pompom! – 15 mai 2020 (Lili)
- Formation Gouvernance démocratique - 21 mai (Martine)
- Formation Gestion d'équipe à distance - 27 mai (Martine)
- Formation Stratégies d'équipes en période de changement - 28 mai (Martine)
- Formation Animation dynamique avec Zoom – 9 juin (Florence)
- Séminaire d'expression orale Toastmaster – du 1er juillet au 30 septembre et la session d'hiver (Florence)
- Formation COVID-19 et santé au travail pour les gestionnaires et employeurs de l'INSPQ - 9 juillet (Équipe)
- Formation Gestion de projets Trello - 24 septembre (Martine)
- Formation Gestion des priorités – 15 octobre (Florence)
- Formation Créer du contenu engageant sur les réseaux sociaux – 20 octobre (Florence)
- Formation Google Analytics – 11 et 25 novembre (Florence)
- Panel de discussions sur l'accompagnement socio-judiciaire des personnes victimes et mesures d'adaptation, Éducaloi – 9 décembre (Lili)
- Projet de loi 75 visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice et nouveau site JuridiQC de la SOQUIJ, Forum Pro bono – 11 décembre 2020 (Lili)
- Formation Bases de Zoom – 20 janvier (Sylvie)
- Formation Réflexion sur la participation citoyenne dans nos processus collectifs – 26 janvier (Martine)
- Formation Stratégies et mesures contre l'épuisement - 5 février (Martine)
- Formation Instagram - 11 février (Martine)
- Formation Retrouver le sens collectif, CDC AL - 25 février (Martine)

8. MÉDIATION FAMILIALE

En cette période très particulière de pandémie, les tensions sont palpables dans plusieurs familles. Cette situation peut même être le déclencheur ou le révélateur de dysfonctionnements dans le couple et amener les couples à souhaiter entreprendre des démarches pour y mettre fin, démarches peu évidentes à mettre en place dans un monde où le télétravail s'est trouvé une place de choix et où la distanciation physique est de mise. C'est la raison pour laquelle Inform'elle s'est adaptée et offre maintenant son service de médiation familiale en visioconférence à tous les couples, mariés ou conjoints de fait, qui désirent mettre un terme à leur union.

La médiation familiale est un service neutre et impartial visant une meilleure communication entre les partenaires et une prise en compte de l'intérêt de l'enfant et des besoins de tous les membres de la famille. En effet, la médiation familiale permet aux ex-conjoints de négocier eux-mêmes les modalités de leur séparation (partage des biens, garde des enfants, pension alimentaire, etc.) dans une atmosphère de coopération, d'honnêteté et de discussion. Le service de médiation d'Inform'elle est offert en français, en anglais et en espagnol, de jour et de soir, grâce à une équipe multidisciplinaire de cinq médiatrices familiales accréditées (avocates, notaires et psychoéducatrice).

Les couples avec au moins un enfant à charge ont droit à cinq heures gratuites subventionnées par le ministère de la Justice. Les rencontres supplémentaires sont facturées au coût de 110 $ de l'heure. Concernant les couples sans enfant à charge, un projet pilote permet désormais aux couples sans enfant commun à charge d'avoir droit à trois heures de médiation familiale gratuite. Ce projet pilote est en vigueur du 18 février 2021 jusqu'au 30 juin 2022.

Inscriptions

Le nombre d'inscriptions a légèrement baissé cette année mais tout est demeuré relativement stable étant donné les circonstances. Au printemps 2020, il a fallu mettre sur pause le service de médiation familiale le temps que l'équipe s'adapte et trouve des solutions durant le confinement. Des nouveaux contrats et consentements à distance ont été créés, des guides et protocoles pour les médiatrices ont été produits et une recherche des meilleures plateformes sécuritaires a été effectuée. Le service a pu reprendre seulement par la suite. Nous avons constaté que la médiation à distance fut fort appréciée et qu'elle fut même essentielle durant cette période où malheureusement il y a eu un grand nombre de ruptures.

Médiation familiale (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	**2020-2021**
Ententes	40
Suspensions ou aucune entente	20
Annulations	32
Réconciliation En cours	- 19
Nombre total d'inscriptions	**111**

Journée québécoise de la médiation familiale Et campagne de médiation familiale

Chaque premier mercredi du mois de février est dédié à la médiation familiale dans le cadre de la Journée québécoise de la médiation familiale instaurée par le ministère de la Justice. Cette journée du 3 février 2021 visait à sensibiliser le public sur cette méthode de résolution de conflits et aussi à remercier les médiateurs familiaux pour leur travail. Assurément, leur travail est essentiel auprès de la population et nous éprouvons une grande reconnaissance envers nos médiatrices familiales qui ont su retrousser leurs manches, adapter rapidement leur travail et mettre les couples en confiance devant ces nouvelles façons de procéder. L'organisme a profité de cette journée spéciale pour partager les informations du ministère de la Justice et mettre en ligne nos encadrés de couleurs différentes expliquant chacun un mythe ou une réalité sur la médiation familiale.

Comité médiation familiale

Le comité Médiation familiale est un comité actif et dynamique qui se réunit de trois à quatre fois par année pour partager des informations, des réflexions et des suggestions, pour améliorer le service de médiation familiale et pour adapter nos pratiques en s'ajustant sans cesse aux nouvelles réalités familiales, sociales et culturelles. Ces échanges permettent de s'exprimer sur différents enjeux et points de vue, de partager des outils et des trucs, de faire des retours sur des formations suivies et de faire émerger ensemble des pistes de solution lorsque certaines problématiques sont abordées. Les discussions sont toujours riches et stimulantes grâce à la complémentarité des expériences de chaque médiatrice, puisqu'elles exercent différentes professions.

« La médiation familiale m'a permis de faire des rencontres; de rencontrer des parents et, pour un moment, avoir l'autorisation de rentrer dans leur univers le plus précieux : leur famille. J'ai rencontré des êtres humains formidables, tous avec leurs forces et leurs propres défis, tous avec leurs baluchons respectifs. Tous, ils ont apporté quelque chose à ma vie, chacun à sa façon!

Au plan professionnel, j'ai découvert une nouvelle passion, j'ai aussi rencontré des collègues fantastiques et dévoués sans oublier que je suis devenue amie avec Alliform, avec les avis de cotisation, les rapports d'impôts, les états financiers, les formulaires de simulation de partage. Bref, que de belles découvertes!

À chaque fois que je réussis à accompagner des gens vers une entente, j'ai la certitude d'être à la bonne place. Même lorsque les gens n'arrivent à s'entendre complètement, je suis certaine que la médiation a semé quelque chose en eux : un espoir, un doute, une nouvelle façon de voir les choses, une émotion, une parole, une posture, un silence… Comme une petite semence qu'on plante dans le cœur des gens et qui, un jour, deviendra une belle fleur! »

Lirieth, médiatrice

9. VIOLENCE CONJUGALE

Les nombreux féminicides des derniers mois ont démontré à quel point le problème de la violence conjugale est grave dans notre société et qu'il faut agir collectivement pour combattre ce fléau et aider les femmes pour qu'elles soient en sécurité. Comme plusieurs autres groupes, Inform'elle est en colère devant toute cette violence conjugale et revendique des changements pour que cesse toute cette violence faite aux femmes. En effet, nous sommes très concernées par tous les enjeux juridiques et sociaux liés à la violence conjugale, cela touchant directement les femmes dans leurs droits et leur sécurité, comme dans les cas de séparation, de déménagement, de la garde des enfants, de biens laissés dans un logement, etc. La violence conjugale post-séparation est également un problème important qu'il faut adresser.

Nous analysons constamment la problématique de la violence avec nos partenaires afin de mieux venir en aide aux femmes, que ce soit en les référant aux ressources spécialisées en violence conjugale, en leur donnant de l'information juridique ou en créant des outils de sensibilisation pour qu'elles puissent connaître leurs droits et mieux se protéger. Nous avons à cœur d'aider les femmes en répondant à leurs questions, et aussi de sensibiliser plus largement la population à cette triste réalité qui est très préoccupante et qui demeure encore trop présente dans la société. Voici un bref compte rendu de nos efforts et réalisations cette année.

Dossiers juridiques et chroniques

Le dossier sur les enjeux juridiques liés à la violence conjugale continue d'être utilisé comme outil d'éducation populaire et comme outil à la ligne d'information juridique. Un nouveau dossier a été rédigé cette année et paraîtra sous peu : *Démarches pour les survivantes de violence conjugale*. Les étudiantes en droit d'Inform'elle ont aussi rédigé des chroniques juridiques touchant la violence conjugale comme : *La violence conjugale et la question de garde d'enfant : l'impact de la nouvelle Loi sur le divorce.*

Ligne d'information juridique

Nous avons toujours reçu malheureusement des appels liés à la violence conjugale, mais cette année de pandémie fut sans conteste la pire de toutes alors que dès le premier confinement nous remarquions l'augmentation des craintes et de la détresse. Nous avons soutenu énormément de femmes qui vivaient de la violence conjugale ; physique, verbale, psychologique, financière et autres formes. Que ce soit en ligne sur Messenger, par courriel, au secrétariat ou à la ligne d'Information juridique, nous avons pris le temps d'écouter les femmes avec empathie tout en leur fournissant des réponses et références en lien avec leurs questionnements juridiques et en les guidant vers les meilleures ressources pour elles.

Fichier juridique

Le *Fichier juridique* est vendu à des ressources en violence conjugale comme les maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Un chapitre entier est consacré à la violence conjugale, au harcèlement, aux agressions sexuelles et à l'indemnisation aux victimes d'actes criminels. La loi et les recours sont vulgarisés en langage clair et des références utiles s'y retrouvent. L'équipe a récemment bonifié ce chapitre afin d'ajouter davantage de questions-réponses pour mieux outiller nos bénévoles et les intervenantes et mieux répondre aux besoins des femmes.

Formation d'intervenantes

Sur demande, nous formons des intervenantes dans les maisons d'hébergement, les centres de femmes ou d'autres groupes qui ont des besoins d'information juridique en lien avec les enjeux juridiques liés à la violence conjugale. Par ailleurs, des intervenantes d'organismes ou de maisons d'hébergement participent à la formation Introduction en droit familial de quatre jours à Inform'elle. Il n'y a pas eu de formations cette année.

Rencontres de médiation familiale

Les femmes sont parfois référées pour de la médiation familiale par des maisons d'hébergement de notre territoire. Ces médiations ne s'effectuent pas de façon traditionnelle puisque la médiatrice rencontre les personnes individuellement. Cette pratique demande beaucoup d'adaptation et d'efforts de la part de chacun et une attention particulière. Le succès n'est pas toujours au rendez-vous, mais cela fonctionne parfois. Les médiatrices ont toujours à cœur de s'informer et de se former en lien avec la violence conjugale : elles font des recherches, des lectures et suivent des formations. Par exemple, notre médiatrice familiale principale a participé au colloque de Juripop intitulé : *La violence conjugale et le droit de la famille : mieux comprendre pour agir*.

Collaborations et appuis

Inform'elle collabore régulièrement avec les intervenantes des maisons d'hébergement de l'Agglomération de Longueuil et de la Montérégie comme le Pavillon Marguerite-de-Champlain, Carrefour pour Elle, l'Accueil pour Elle, L'Égide, Maison Hina, La Clé sur La porte, Maison Simone Monet-Chartrand et La Re-Source, entre autres. Nous échangeons sur différents enjeux lorsque nous nous côtoyons dans différentes instances de concertation régionale et locale.

De plus, nous participons à des actions durant l'année pour dénoncer toutes formes de violences faites aux femmes :

- Action « J'en ai plein l'masque des violences faites aux femmes » pour les 12 jours d'action - 26 novembre
- Action « Ça manque sur notre territoire » en lien avec le besoin d'un CALACS – 27 novembre
- Rencontre de partage et de réflexion collective en lien avec la violence conjugale - 4 décembre
- Action virtuelle de commémoration du féminicide de Polytechnique - 6 décembre
- Actions de solidarité en ligne pour dénoncer les féminicides – janvier à mars

Références

Chaque fois qu'une femme nous contacte et qu'elle se trouve dans une situation de violence conjugale, nous la référons à des ressources spécialisées comme SOS Violence conjugale ou les maisons d'hébergement de son territoire. Ces mêmes ressources, de même que d'autres institutions, comme les CLSC ou la DPJ, dirigent régulièrement les femmes vers Inform'elle pour obtenir de l'information juridique. De plus, nous publions les coordonnées de Carrefour pour Elle et du Pavillon Marguerite de Champlain dans notre carton professionnel et sur notre site Internet.

10. COMMUNICATION ET PROMOTION

Cartons professionnels

Le dépliant présente en quelques mots la mission de l'organisme, ses services et activités et indique ses coordonnées. Il est mis à jour annuellement puisqu'il contient les références de professionnels du droit et quelques ressources. Le dépliant constitue une belle porte d'entrée pour toute personne voulant nous connaître et nous contacter! Il est imprimé en 15 000 exemplaires chaque année et distribué à notre liste d'abonnés : organismes, CLSC, bibliothèques, etc. Cela représente quelque 300 organisations dans la Montérégie et le Grand Montréal.

Dépliant multilingue du droit familial québécois

Il y a quelques années, nous avions réalisé un projet pour lequel nous avions recensé les six langues les plus parlées dans l'Agglomération de Longueuil (français, anglais, arabe, mandarin, espagnol et vietnamien) afin de joindre l'ensemble de la population avec un dépliant multilingue. Ce dépliant explique les dix principes de base du droit québécois de la famille dans ces six langues. Le dépliant est disponible dans nos locaux à l'accueil ainsi qu'en format PDF sur notre site Internet, dans la section Service d'information juridique et de médiation interculturelle. De plus, nous le distribuons lorsque nous participons à des événements.

Dépliant de médiation

Le dépliant de médiation a été conçu sur le thème : « ils sont en paix, ils ont fait appel à la médiation pour leur séparation », afin de mieux faire connaître ce service à la population. Ce dépliant renferme nos coordonnées en plus d'informations essentielles comme une définition de la médiation familiale, les conditions qu'il faut remplir pour pouvoir y participer, les avantages et les coûts. Nous distribuons le dépliant de médiation avec notre carton professionnel aux organisations lors de nos envois réguliers.

Entrevue

TVR9 – La télévision de la Vallée-du-Richelieu

Le 28 janvier, Lili Beka, notre notaire-médiatrice familiale, a enregistré une entrevue pour l'émission *Le Régional* animée par Claudia C. Cantin à TVR9. Différents sujets ont été abordés en lien le Mois de la justice et les activités d'Inform'elle en plus de parler de l'impact de la pandémie.

Communiqués

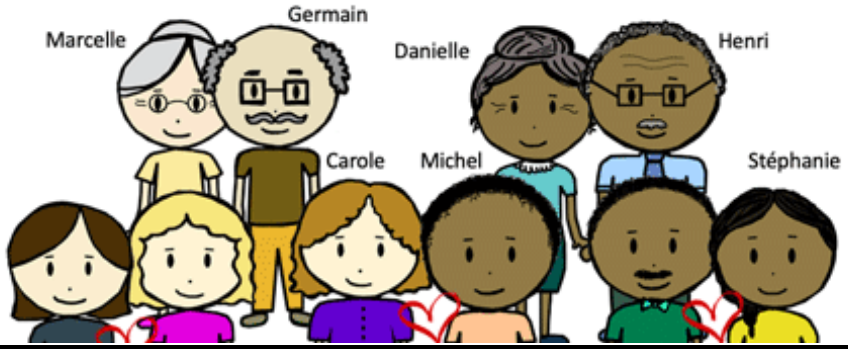
Des communiqués annonçant nos activités sont envoyés régulièrement aux médias locaux et régionaux afin d'informer la population de nos activités, comme nos sessions d'information juridique, nos formations et nos cafés-rencontres. Nous faisons également parvenir des communiqués de presse aux médias afin de publiciser nos événements comme le 8 mars, le Mois de la justice et l'AGA. Ces communiqués assurent une belle visibilité à Inform'elle et permettent de faire connaître ses services à la communauté.

Grille d'activités

La grille d'activités explique de façon détaillée chacune de nos activités et services en plus de contenir toutes les informations concernant l'horaire et la tarification. La grille est distribuée à nos membres, elle se trouve sur une table à l'accueil au bureau, elle est distribuée aux personnes intéressées sur demande et elle est envoyée par courriel à quelques groupes de la région.

Capsules vidéos

Un lancement de nos cinq nouvelles capsules vidéo a eu lieu lors de la Rentrée juridique en octobre. Les sujets sont : garde des enfants et pension alimentaire, testament et succession, mandat de protection, rupture de l'union de fait et rupture du mariage. Ces capsules ont ensuite été intégrées à notre site Internet et à notre chaîne YouTube et diffusées sur nos réseaux sociaux. À l'hiver 2021, nous avons entamé la deuxième phase de ce projet qui visait à segmenter les capsules vidéo pour en faire de courts extraits. Ces extraits seront diffusés régulièrement en ligne et facilement partageables. Tout cela est sans oublier nos trois autres capsules vidéo qui sont régulièrement visionnées sur YouTube, Facebook et sur notre site Internet. Les sujets traités dans ces capsules sont l'union de fait, le contrat de vie commune et la médiation familiale. Tous sujets confondus, il y a eu 7 501 visionnements pour les capsules d'information juridique depuis leur mise en ligne.



Infolettre

L'infolettre permet aux personnes intéressées de rester connectées à Inform'elle en recevant de l'information juridique et des renseignements sur les activités de l'organisme directement dans leur boîte courriel. Notre infolettre mensuelle semble toujours être autant appréciée par le public et nos membres, qui s'abonnent soit par l'entremise de nos réseaux sociaux ou directement sur notre site Internet. L'infolettre est transmise actuellement à 245 abonnés

Noël déjà... Il est temps de dire "bye bye Covid" et bonjour 2021!
On t'attendait!

Ce message ne s'affiche pas bien?
Ouvrez le dans votre navigateur

informelle
une référence en droit familial

La petite info
Novembre 2020

Aimez-nous
Suivez-nous
Écrivez-nous

Le mois de novembre annonce les festivités et oui, nous allons fêter cette année et plus que jamais! Covid ne nous enlèvera pas ce plaisir même si nous devons faire preuve d'imagination et modifier nos habitudes pour y parvenir... D'ailleurs, à ce sujet, pour votre magasinage du temps des fêtes n'oubliez pas d'encourager nos artisans et petites entreprises locales si vous le pouvez (ex: librairie de quartier...) ils ont bien besoin de notre soutien en ces temps difficiles, nous ne voulons surtout pas les perdre.

Actualités d'Inform'elle

Lancement de cinq nouvelles capsules vidéo

Saint-Hubert, le 6 novembre 2020 – Inform'elle a à cœur d'informer le plus efficacement possible la population sur ses droits et obligations en matière de droit familiale. Dans cette optique, elle a réalisé, il y a quelques années, 3 capsules vidéo informatives

Des questions?
Secrétariat
Information générale et inscriptions
450 443-3442

Site Internet et réseaux sociaux

Notre présence en ligne assidue est essentielle pour joindre et sensibiliser le plus largement possible la communauté. En ces temps de pandémie, cette présence virtuelle est primordiale donc nous continuons à investir beaucoup d'efforts pour informer les citoyennes et citoyens afin de les rassurer dans cette période de changements et d'adaptations constantes.

Le site Internet devra être entièrement revu avant même sa mise en ligne afin de mieux répondre aux besoins de la population et une révision juridique exhaustive devra être effectuée, ce qui demande assurément du temps. Notre souhait le plus cher sera de le lancer lors de la Rentrée juridique de l'automne 2021, en espérant sincèrement que ce sera possible.

Une veille constante est effectuée sur Facebook et Twitter dans le but de partager avec les abonnés des informations en lien avec le droit de la famille et avec des enjeux sociaux connexes, des renseignements utiles de nos partenaires, des revendications et des renseignements pertinents concernant la COVID-19. Nous publions aussi des nouvelles et des photographies en lien avec nos activités et nos événements. Au 31 mars 2021, nous avions 2 082 abonnés Facebook et 737 abonnés Twitter.

Visibilité (1er avril 2020 au 31 mars 2021)	2020-2021
Site : nombre de pages vues en 1 an	277 089
Site : nombre total de pages vues	1 333 550
Facebook : nombre d'abonnés	2 082
Twitter : nombre d'abonnés	737
Infolettre : nombre d'abonnés	245
Capsules vidéo : nombre de vues	7 501

11. RESSOURCES FINANCIÈRES

Subventions et soutien financier

Inform'elle a besoin de subventions annuelles et de soutien financier pour mener à bien sa mission et venir en aide à la population. Le conseil d'administration et l'équipe remercie sincèrement tous ses donateurs.

Merci aux gouvernements pour leurs subventions :

Gouvernement du Québec,
- Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec :
- Convention d'aide financière simplifiée, Secrétariat à la condition féminine

Gouvernement du Canada :
- Subvention salariale temporaire de 10 % (SST)
- Subvention salariale d'urgence du Canda (SSUC)
- Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL)
- Programme Emplois d'été Canada (EÉC)

Merci aux élu-e-s de la Montérégie pour leur soutien à l'action bénévole :

Monsieur Gaétan Barrette, député de La Pinière
Monsieur Lionnel Carmant, député de Taillon
Madame Isabelle Charest, députée de Brome-Missisquoi
Monsieur Christian Dubé, député de La Prairie
Madame Catherine Fournier, députée de Marie-Victorin
Monsieur Ian Lafrenière, député de Vachon
Madame Nicole Ménard, députée de Laporte
Monsieur Jean-François Roberge, député de Chambly

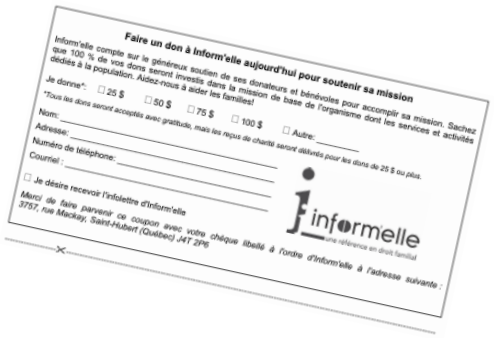
Dons

Campagne annuelle de dons

Cette année, la campagne de dons a été lancée dans la semaine du 23 novembre 2020. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes. Tout d'abord, la semaine qui a précédé nous avons diffusé chaque jour sur les réseaux sociaux et notre site web une de nos nouvelles capsules vidéo informatives mettant en scène notre « famille Inform'elle ». Puis le 24 novembre, une fois que le public a fait connaissance avec cette famille, nous avons diffusé notre annonce qui avait pour titre « Soutenez la famille d'Inform'elle pour une info juridique exeptionnelle », le tout accompagné de notre communiqué de presse.

Nous avons également informé la population de notre campagne annuelle de don le 1er décembre lors de la journée internationale du don *Mardi je donne* à laquelle nous participons annuellement et lors de la Journée mondiale dédiée aux dons et à la solidarité qui se tenait le 5 mai 2020.

Un bouton « Faire un don » se trouve également sur le site d'Inform'elle pour encourager la population à nous soutenir en faisant un de don avec Paypal.


Faire un don à Inform'elle aujourd'hui pour soutenir sa mission

Inform'elle compte sur le généreux soutien de ses donateurs et bénévoles pour accomplir sa mission. Sachez que 100 % de vos dons seront investis dans la mission de base de l'organisme dont les services et activités dédiés à la population. Aidez-nous à aider les familles!

Je donne*: ☐ 25 $ ☐ 50 $ ☐ 75 $ ☐ 100 $ ☐ Autre: _____

*Tous les dons seront acceptés avec gratitude, mais les reçus de charité seront délivrés pour les dons de 25 $ ou plus.

Nom: _____

Adresse: _____

Numéro de téléphone: _____

Courriel : _____

☐ Je désire recevoir l'infolettre d'Inform'elle

Merci de faire parvenir ce coupon avec votre chèque libellé à l'ordre d'Inform'elle à l'adresse suivante : 3797, rue Mackay, Saint-Hubert (Québec) J4T 2P6

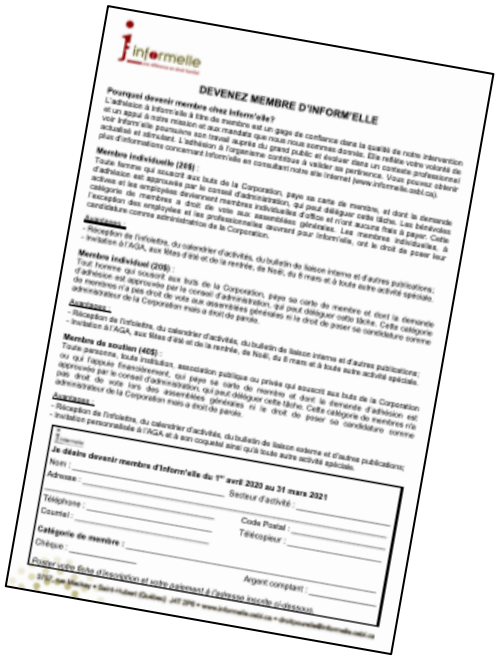
informelle
une référence en droit familial

Dons corporatifs

Nous remercions notre précieux partenaire, le propriétaire du Centre communautaire scout de Saint-Hubert, pour ses dons corporatifs mensuels qui apportent un soutien à la réalisation de nos activités.

Autofinancement

Cotisation des membres



DEVENEZ MEMBRE D'INFORM'ELLE

Inform'elle a comme volonté de conserver ses membres actuels tout en essayant d'en recruter des nouveaux. Pour être membre d'Inform'elle, il faut payer une cotisation de 20 $ pour être membre individuel et 40 $ pour être membre de soutien. Cette cotisation donne droit à plusieurs avantages, dont une invitation aux activités de l'organisme, une livraison en ligne de notre bulletin de liaison et de notre infolettre, le calendrier d'activités, un droit de vote à l'assemblée générale annuelle ainsi que le droit de faire partie du conseil d'administration selon la catégorie de membre.

Banque de références et commandites dans le dépliant

Inform'elle offre deux vitrines intéressantes aux professionnel.le.s du droit pour se faire connaître. D'abord, les avocat.e.s et les notaires peuvent donner une cotisation pour faire partie de notre banque de références. Ensuite, Il est aussi possible de devenir commanditaires dans le carton professionnel en publicisant leurs coordonnées. En retour, ces informations sont bénéfiques pour aider la population.

Fichier juridique

Le *Fichier juridique* se trouve sur une clé USB contenant la version PDF imprimable et la version électronique téléchargeable. Le *Fichier juridique* est mis à jour annuellement et la clé USB se vend au coût de 60 $ à plusieurs organisations à travers la Montérégie, voire le Québec.

Revenus de médiation familiale

Notre service de médiation familiale assure un bon revenu d'autofinancement à l'organisme qui peut être ensuite réinvesti dans les activités de l'organisme. La médiation familiale à Inform'elle permet d'aider les couples différemment en offrant un bagage distinct grâce au soutien et au temps accordé, aux informations et aux ressources complémentaires, aux guides et à l'éducation populaire pour mieux aider les couples dans leur processus de séparation.

Atelier Autodivorce

L'atelier Autodivorce est une option peu coûteuse pour les personnes qui désirent entreprendre leurs démarches de divorce et se représenter seul. Ce service est offert au coût de 200 $ par personne ou 300 $ pour le couple, ce qui permet d'autofinancer ce service offert à la population puisqu'il faut payer l'avocate qui anime cet atelier.

12. PRIORITÉS 2020-2021

Les priorités pour l'année 2021-2022 sont :

- Adapter nos services et activités dans un contexte de pandémie et suivre les mesures sanitaires en vigueur;
- Faire une analyse des conditions de travail et des besoins en ressources humaines;
- Réviser le document de Régie interne et mettre en place une politique de reconnaissance;
- Réviser le contenu juridique en ligne et enrichir la section blogue du site Internet;
- Faire un plan de communication et de développement des réseaux sociaux.

13. HISTORIQUE

Les premières années

En **1978**, **cinq femmes** de Saint-Hubert et Brossard identifient le besoin criant des femmes de connaître et de comprendre les lois qui régissent le droit de la famille. Elles fondent, avec l'aide du CLSC, un organisme qui prend le nom de ***Droit pour elle*** et se donnent pour mission **de vulgariser l'information juridique**. Dès **1979**, elles créent **un fichier de référence**, des **dossiers** sur les thèmes fondamentaux du droit familial et une **ligne d'information juridique**. En **1980**, l'organisme prend le nom d'**Inform'elle**, se constitue un conseil d'administration, commence à former des bénévoles en information juridique. De **1980** à **1987**, Inform'elle embauche du personnel salarié, devient un lieu de stage, offre des formations au grand public, peaufine son offre de services. En **1987**, elle aménage dans ses locaux à Saint-Hubert, crée le cours d'**Autodivorce** et file sur cette lancée pour les prochains dix ans. Elle organise des **cafés-rencontres**, offre un **cours de 45 heures** reconnu par le ministère de l'Éducation, met sur pied un service de médiation familiale, adapte le Fichier juridique au nouveau Code civil et publie le **livre *Séparation ou Divorce***. En **1998**, elle s'identifie avec un nouveau logo et crée le 1er concours d'excellence Reconnaissance au féminin qui sera suivi par un 2e en 2000.

25 ans plus tard

Après près de 25 ans d'existence, elle réalise une recherche sur l'accès des femmes à l'aide juridique en Montérégie et tient **un colloque de deux jours** sur le sujet en **2003** : ***Pour repenser l'aide juridique***. Par la suite, Inform'elle crée son **site Internet**, le restructure et offre le ***Fichier juridique 2006*** en version électronique. Inform'elle développe en **2007** un atelier à l'intention des **élèves du secondaire**. En **2008**, elle reçoit la mention de finaliste au Prix Bernard-Hubert.

30 ans bien sonnés!

En **2008**, Inform'elle renouvelle sa signature graphique avec un logo actualisé et des locaux rénovés. Elle rédige un dossier sur le droit des aîné-e-s, bonifie le *Fichier juridique* avec l'ajout de nouveaux chapitres et poursuit sa collecte de jouets pour les enfants moins fortunés. Inform'elle assure désormais une présence **sur Facebook** et **Twitter**, en plus de son site Internet renouvelé. L'année **2012** est marquée par une **planification stratégique**, la première depuis sa création, laquelle donne un nouvel essor à l'organisme. Elle reçoit aussi le prix du *Forum jeunesse de Longueuil* à titre d'organisme qui fait le plus de place aux jeunes.

Depuis sa 35e année

En **2013**, Inform'elle célèbre le 35e anniversaire de sa fondation et le 20e anniversaire de son service de médiation familiale. L'organisme rédige le volet juridique d'une formation du *Collège Édouard-Montpetit* pour une préparation à la retraite et gagne le prix *Solidaction* à titre d'organisme de l'année de la ville de Brossard. En **2014**, elle initie un projet de **capsules juridiques en ligne**, met toutes ses **sessions d'information sur *PowerPoint***, lance l'infolettre mensuelle ***La petite info***, reçoit Me Anne-France Golwater et Me Maude Joyal-Legault à l'occasion de la Journée des femmes. De plus, Inform'elle reçoit la mention d'honneur au Prix Bernard-Hubert pour son travail exceptionnel dans la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Inform'elle lance **sa première campagne de financement**. L'année **2015** débute avec une campagne de sensibilisation sur les **mythes et réalités de la médiation familiale** en plus d'une conférence sur les mariages forcés, animée par Madeline Lamboley, doctorante en criminologie de l'UdeM.

À l'approche du 40e anniversaire

L'organisme réalise un projet intitulé ***Respecter les différences*** qui vise à adapter la pratique de médiation familiale à une clientèle immigrante. Elle commence à rédiger de l'information juridique en droit familial dans **les six langues les plus parlées** dans l'agglomération de Longueuil : le site Internet affiche ses **premiers dossiers interculturels**. Inform'elle est finaliste au Gala de Longueuil dans la catégorie « Vie communautaire » pour son projet *Respecter les différences*. Inform'elle **révise complètement le *fichier juridique 2016* en fonction du nouveau *Code de procédure civile*** : ce Fichier sera dorénavant offert sur **clé USB** et sera mis à jour annuellement. L'organisme offre maintenant ses sessions de médiation familiale en français, en anglais et en espagnol.

L'année du 40e

Un **vent nouveau** souffle sur Inform'elle, l'équipe se renouvelle avec une nouvelle directrice, une nouvelle responsable des communications et du développement et une nouvelle médiatrice principale à la suite du départ à la retraite de l'avocate-médiatrice après presque 20 ans de service. **Trois comités** ont été mis sur pied dans le but de faire intervenir davantage les membres dans la vie associative de l'organisme mais aussi pour aider l'équipe dans ses tâches. Il s'agit du **comité Financemen**t (recherche de donateurs et de commanditaires), du **comité Vie associative** (organisation des divers événements qui jalonnent l'année et plus particulièrement le 40e anniversaire de l'organisme) et le **comité de Médiation familiale** (harmoniser les pratiques, partager les connaissances, s'informer des nouveautés en matière de loi). Inform'elle a également participé à la commission citoyenne qui vise à réformer le droit de la famille. Un rapport contenant nos suggestions a été envoyé à la commission. Et bien sûr il y a eu l'organisation du 40e anniversaire qui a été un véritable succès.

Ensuite les années coronavirus...

À suivre...

14. LISTE D'ACCRONYMES

ACA :	Action communautaire autonome
ACEF :	Association coopérative d'économie familiale
AIPE :	Aide internationale pour l'enfance
ALSSS :	Agence des réseaux locaux en santé et services sociaux
AFEAS :	Association féminine d'éducation et d'action sociale
AFSAS :	Association des familles soutien des aînés de Saint-Hubert
AGA :	Assemblée générale annuelle
AMFQ :	Association de médiation familiale du Qc
CA :	Conseil d'administration
CAACA :	Comité aviseur de l'action communautaire autonome
CAB :	Centre d'action bénévole
CAFAL :	Comité d'actions féministes de l'agglomération de Longueuil
CDC :	Corporation de développement communautaire
CDEC :	Corporation de développement économique et communautaire
CFC :	Condition féminine Canada
CLD :	Centre local de développement
CH :	Centre d'hébergement
CHCD :	Centre hospitalier de courte durée
CHSLD :	Centre d'hébergement de soins de longue durée
CIAFT :	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
CJE :	Carrefour jeunesse emploi
CLE :	Centre local d'emploi
CPE :	Centre de la petite enfance
CREP :	Centre de ressources en éducation pop.
CRES :	Conseil régional d'économie sociale
CRD :	Centre régional de développement
CRMFFQ :	Conseil régional Montérégie de la Fédération des femmes du Québec
CROCAM :	Coalition des regroupements des organismes communautaires autonomes de la Montérégie
CROM-M :	Comité régional d'organisation de la Marche mondiale - Montérégie
CRSP :	Centre de recherche sur les services communautaires
CSF :	Conseil du statut de la femme
CSSS :	Centre de santé et services sociaux
CNESST :	Commission des normes, de l'équité, de la santé et sécurité au travail
CTROCs :	Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires et bénévoles
DASAL :	Démarche de l'Alliance pour la solidarité de l'agglomération de Longueuil
DSSH :	Développement social Saint-Hubert
DSVL :	Développement social Vieux-Longueuil
DRHC :	Développement des ressources humaines Canada
ÉPA :	Éducation populaire autonome
FAFMRQ :	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Qc
FFQ :	Fédération des femmes du Québec
FRAPRU :	Front d'action populaire en réaménagement urbain
LSSS :	Loi sur les services de santé et de services sociaux
OBNL :	Organisme à but non lucratif
OCASSS :	Organisme communautaire autonome en santé et services sociaux
OBNL :	Organisme à but non lucratif
OSGE :	Office des services de garde à l'enfance
PAE :	Programme d'aide aux employés
MAP :	Mères avec pouvoir
MÉPACQ :	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
MMF :	Marche mondiale des femmes
MSSS :	Ministère de la Santé et des Services sociaux
PPP :	Partenariat public/privé
PPF :	Programme de promotion de la femme de CFC
PSOC :	Programme de Soutien aux organismes communautaires
RAMQ :	Régime d'assurance-maladie du Québec
RGPAQ :	Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
ROC :	Regroupement d'organismes communautaires
SACA :	Secrétariat de l'action communautaire autonome
SAAQ :	Sécurité de l'assurance automobile du Québec
SOC :	Soutien aux organismes communautaires (programme de la ADRLSSS)
TCGF-M :	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie
TROC-M :	Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie
TROVEPM :	Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire de la Montérégie

À l'année prochaine

www.informelle.osbl.ca